

# front rouge

organe central

du

Parti Communiste Révolutionnaire (m.l.)

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

N°130

31 OCTOBRE 1974 / CCP FRONT ROUGE 31.191.14 LA SOURCE / BP 161 75864 PARIS CEDEX 18

1,50 F

# 1700 f tout de suite c'est possible!

Les travailleurs des PTT sont en grève depuis maintenant 12 jours. Au centre des revendications avancées: la revalorisation du salaire avec 1700 F minimum pour tous et 200 F/mois d'augmentation pour tous, la titularisation des auxiliaires et l'embauchage sur le lieu de leur choix. Ces revendications, quoi que puissent en dire MM. Giscard et Lelong, (secrétaire d'Etat aux PTT) sont parfaitement légitimes.

● 200 F / mois d'augmentation pour tous, 1700 F minimum, c'est vraiment le minimum pour compenser les hausses du coût de la vie enregistrées depuis un an! En un an, l'indice officiel a progressé d'environ 15%; les travailleurs de l'intersyndicale de l'INSEE ont dénoncé de nombreuses fois la manipulation de cet indice, dont la dernière consistait à annoncer 0,8% des hausses pour le mois d'août alors que la moitié des relevés n'ont pas été faits et qu'on a utilisé frauduleusement ceux du mois de juillet pour l'indice d'août! Comment vivre aujourd'hui, et surtout à Paris, avec les 1150 F du SMIC ou les 1300 F que gagnent de nombreux travailleurs des PTT!

● La lutte contre l'auxiliaire et pour l'embauche sur place, réclame l'arrêt de ce véritable travail intérimaire d'Etat, l'arrêt de la déportation permanente de la main d'œuvre qu'organise les PTT à partir des régions où celle-ci est abondante et bon marché, à partir aussi des colonies. C'est ainsi une véritable lutte contre le chômage, pour la sécurité de l'emploi qu'ont engagé les travailleurs des PTT.

Le gouvernement tente, pour briser et faire pourrir la grève, de dresser les travailleurs usagers des PTT contre les grévistes, se préoccupant subitement des difficultés que la grève occasionnerait à ces travailleurs. Le gouvernement qui vient d'augmenter de 60% à 100% les tarifs postaux le 15 septembre ne nous avait pas habitués à tant de sollicitude. Mais la meilleure réponse aux manœuvres de division du ministre, le meilleur soutien aux grévistes, c'est que tous les travailleurs fassent leurs, les revendications centrales des travailleurs des PTT :

- 1700 F tout de suite, 200 F / mois d'augmentation  
- sécurité de l'emploi, halte au chômage.

Depuis la rentrée de septembre, de nombreuses luttes se sont engagées contre le chômage, contre les nombreuses fermetures d'usine, certaines même comme Titan-Coder ou les Tanneries d'Annonay se poursuivent depuis plusieurs mois déjà. Les travailleurs engagent résolument la lutte pour le maintien de leur emploi, contre le démantèlement de leur entreprise montrant qu'ils refusent clairement de faire les frais des «impératifs économiques» des restructurations capitalistes, qu'ils refusent de coopérer avec leur patron, même si c'est un PME, pour résoudre ses difficultés.

En même temps les premières grèves pour les salaires depuis la rentrée commencent à se développer. A Creusot-Loire, les travailleurs ont occupé leur usine pendant trois semaines pour obtenir les 1700 F. Il faut aujourd'hui pareillement aux luttes contre le chômage et à la

détermination dont font preuve les travailleurs licenciés, multiplier les luttes pour les salaires, contraindre les capitalistes à accorder les augmentations de salaire qu'ils prétendent pour une raison ou pour une autre constamment repousser, alors que le coût de la vie -- lui -- n'arrête pas de monter.

**1700 F tout de suite, c'est possible!** Prétextant d'une grave crise économique, d'une catastrophe qui guetterait l'économie et qu'il faudrait éviter, la bourgeoisie refuse les augmentations de salaires, accuse les travailleurs d'être les responsables de l'inflation, prétend qu'ils doivent choisir entre «le plein emploi» et «le maintien du pouvoir d'achat». Une campagne alarmiste sur la situation économique se développe, particulièrement depuis la rentrée, des mesures de restrictions sont instaurées... Le but de ces manœuvres est clair : réclamer aux travailleurs les sacrifices nécessaires pour aider la bourgeoisie à résoudre leurs difficultés; limiter le plus possible les actions revendicatives de la classe ouvrière. Une telle campagne cherche à masquer les difficultés politiques de la bourgeoisie aujourd'hui, à gouverner. Elle révèle son incapacité à susciter un thème mobilisateur qui puisse tromper les masses et freiner leurs aspirations à une société nouvelle, au socialisme. Mais les travailleurs refusent de faire les frais des difficultés des capitalistes, ils refusent la voie de la collaboration de classes qui leur est tracée, ils refusent la société de restrictions qui leur est proposée.

**1700 F tout de suite, c'est possible :** tant que la bourgeoisie existera et exploitera les travailleurs, elle pourra toujours payer nos justes revendications avec les profits qu'elle nous extorque. **1700 F tout de suite, c'est possible!** il faut comme on a commencé à le faire les travailleurs des PTT engager résolument l'action pour faire aboutir cette revendication, élargir le mouvement pour les 1700 F non seulement au secteur public (santé...) mais à toutes les entreprises, créer ainsi face aux capitalistes et à leurs patrons un rapport de force qui les oblige à céder.

Notre Parti appelle les travailleurs dans leurs entreprises à préparer et engager l'action pour faire aboutir cette revendication, à la mettre à l'ordre du jour dans leurs syndicats au moment où les directions syndicales CGT comme CFDT en proposant tour à tour 1300 F ou 1500 F sont loin du compte, loin des véritables besoins immédiats des travailleurs. Notre Parti appelle les travailleurs de la région parisienne à manifester dimanche matin sur ces revendications (voir appel p.8)

SOUTIEN AUX POSTIERS GREVISTES!

1700 F TOUT DE SUITE, C'EST POSSIBLE!

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE!

**SOUTIEN  
AUX  
GREVISTES  
DES  
PTT!**

*p. 2 et 3*

*1er novembre 1954  
20ème anniversaire  
du déclenchement  
de la lutte de  
libération nationale  
du peuple algérien*

*p. 6 et 7*

**XXIème congrès  
du P.C.F.,  
volte-face en  
apparence, main-  
tien de la ligne  
révisionniste  
dans les faits**

*p. 5*

# SOUTIEN AUX POSTIERS EN GREVE

(28-10) Reportage de Serge Livet

Encouragés par la lutte victorieuse des postiers de Paris-Brune, le jeudi 17 octobre, les ambulants du centre PLM se rendent en délégation de masse à la direction, déposer une motion précisant leurs revendications. Après le refus du directeur de les recevoir, ils ambulants se mettent immédiatement en grève sans respecter le préavis habituel, qui laisse à la direction le temps de prendre des mesures pour contourner la grève. Leur initiative est reprise par les autres brigades et la grève s'étend rapidement à l'ensemble du centre PLM, puis aux autres centres de tri parisiens, qui sont tous en grève dès le lendemain; sur la base des revendications formulées par les centres de tri, le mouvement s'étend progressivement aux centres de tri de province dès le lundi 21, puis aux bureaux de postes de Paris, aux télécommunications: centraux téléphoniques, agents d'exploitation et aux chèques postaux. Actuellement, c'est plus de 100 000 travailleurs qui sont en grève, rien que sur Paris. Les revendications formulées à la base sous l'impulsion des sections syndicales du PLM ont été reprises massivement parce qu'elles correspondaient aux aspirations les plus urgentes des postiers.

Ce sont :  
- salaire minimum à 1700 F ;  
- 200 F d'augmentation pour tous ;  
- suppression de l'auxiliarat et titularisation des auxiliaires en fonction sur le lieu de leur choix ;  
- déblocage des mutations ;  
- augmentation des effectifs ;

- halte au démantèlement et à la privatisation.  
Pour les travailleurs des «DOM/TOM»: -- mêmes avantages que les fonctionnaires français exerçant outre-mer ;  
- un voyage gratuit tous les deux ans ;  
- 10 jours de congés «hors-cumul» ;  
- un logement à prix raisonnable ;  
A ces revendications s'ajoutent pour chaque service des revendications spécifiques portant sur les conditions de travail qui leur sont particulières. C'est au cours de la semaine d'action CGT-CFDT que ces revendications ont été élaborées sous l'impulsion des sections syndicales. La plate-forme revendicative avancée permet de réaliser l'unité de l'ensemble des postiers sur des bases justes, ce qui explique la rapidité de l'extension de la grève. Devant l'ampleur du mouvement, FO, malgré sa nature de syndicat patronal, a dû se rallier à la grève.

Le gouvernement, sous des dehors libéraux, allant même jusqu'à reconnaître le bien-fondé de certaines revendications, n'a pas hésité à réprimer la lutte en faisant évacuer par la police les centres de tri de province occupés. Depuis, la bourgeoisie cherche à isoler les grévistes par tous les moyens, en dressant contre eux l'ensemble des usagers. Lelong déclare qu'aux PTT «il y en a qui se la coulent douce», colonnie reprise sur les ondes et dans la presse où l'on insiste sur la semaine de travail de «35h.» afin de faire croire que les postiers ne sont pas

à plaindre, qu'ils travaillent moins que les autres catégories. Pour justifier son refus d'ouvrir des négociations, Lelong prétend que les grévistes n'ont pas formulé de revendications; Giscard reprend le même argument au cours de sa «réunion de presse» cherchant par la même occasion à faire passer l'idée que les postiers font grève pour leur plaisir. Depuis l'ouverture des négociations, Lelong fait traîner les choses, refuse d'aborder les revendications, se retranche derrière les limites de son budget. Il refuse d'accorder les augmentations demandées, sous prétexte qu'il ne veut pas traiter du salaire des postiers sans traiter de ceux de l'ensemble de la fonction publique.

Il espère ainsi que la grève va pourrir et que les organisations syndicales vont finir par se contenter de quelques miettes. Dans le concert de colonnies contre les grévistes, l'inévitable «Parisien Libéré» se distingue en rendant la grève des postiers responsable du chômage technique des entreprises de vente par correspondance. C'est bien la première fois que ce torchon réactionnaire se préoccupe des questions de chômage! Face aux attaques de la bourgeoisie qui vont s'intensifier, car la grève la gêne de plus en plus, les postiers doivent renforcer, élargir et populariser leur lutte. Déjà, les directions syndicales «oublient» dans certaines de leurs déclarations de reprendre les 1700 F. La CGT tente de faire passer la revendication de 200 F d'augmentation uniforme pour une

prime exceptionnelle de vie chère. Pour arracher la victoire, les postiers doivent poursuivre et renforcer leur lutte, ils doivent également:

- Renforcer leur vigilance face aux manœuvres que préparent déjà les dirigeants syndicaux. Jusqu'ici leur combativité, leur unité ont obligé les directions syndicales à soutenir leurs revendications. Mais au cours de la lutte, elles tenteront de laisser tomber certaines revendications qui ne correspondent pas à leur ligne, déjà les 200 F d'augmentation uniforme, les 1700 F sont laissés de côté dans certains tracts, et ils risquent de brader la lutte pour quelques miettes. Contre toutes ces manœuvres, les travailleurs doivent rester vigilants, mener la lutte dans leurs organisations syndicales pour dénoncer les tentatives des directions d'abandonner les revendications. Actuellement, ce sont les directions qui monopolisent les informations sur l'ampleur exacte du mouvement, l'extension de la lutte ; les travailleurs doivent exiger d'être mieux informés. Ils doivent exiger des assemblées générales de grévistes, chaque jour, pour faire le point de la lutte et prendre toute décision concernant la poursuite de l'action.

- Faire échec à la campagne de la bourgeoisie, en popularisant leur lutte. Contre les colonnies de la presse bourgeoise, les mensonges et les insultes de Lelong, il est nécessaire d'expliquer les revendications. Les travailleurs des postes doivent montrer que leurs revendications sont celles de tous les travailleurs: augmentation des

salaires et lutte pour l'emploi. Sur ces bases il est possible d'organiser une solidarité active.

- Etendre la grève à la fonction publique.

Pour refuser les augmentations de salaire aux postiers, Lelong prétend que toute décision en ce domaine ne peut être prise que dans le cadre d'ensemble de la fonction publique. La meilleure réplique à ces propos c'est l'extension de la lutte à toute la fonction publique, sur la base de la plate-forme élaborée par les postiers. Toutes ces revendications concernent le personnel du secteur publique:

Les bas salaires inférieurs à 1700 F et même à 1500 F c'est le lot des filles de salle dans les hôpitaux, des manœuvres de la S.N.C.F., etc...

L'auxiliarat, forme d'embauche de plus en plus utilisée dans les hôpitaux, les banques nationalisées. Le manque d'effectifs criant dans les hôpitaux: après la fermeture de la maternité de Port Royal, à cause du manque de femmes de ménage, c'est le service des grands brûlés de l'hôpital Herriot qui ferme par manque d'infirmières.

SOLIDARITE AVEC LES POSTIERS EN LUTTE

POUR FAIRE CEDER LA BOURGEOISIE, EXTENSION DE LA GREVE A LA FONCTION PUBLIQUE.



## INTERVENTION POLICIERE CONTRE LES GREVISTES

Après avoir insulté les grévistes, le gouvernement fait donner ses flics. A Caen, puis à Rouen, Amiens, La Rochelle, Marseille, Dijon, Nice, la police a expulsé les grévistes qui occupaient les centres de tri. Depuis ce sont les policiers qui occupent les centres, sous prétexte de veiller sur l'argent qui s'y trouve. A Caen, les flics ont défoncé la porte d'accès du centre à l'aide de pieux et d'un camion-grue.

A chaque manifestation, Poniatowski avait envoyé ses flics pour barrer l'accès des ministères: mercredi et vendredi matin rue Ségur devant le ministère des PTT, vendredi après-midi devant le CNPF.

Giscard se donne beaucoup de mal pour se composer un visage «libéral», il répète qu'avec lui, c'est le changement, mais les méthodes sont toujours les mêmes, contre les travailleurs en lutte, le gouvernement fait intervenir les flics: après les mineurs de Falquemont, ce sont les postiers qui ont pu juger du «changement» de Giscard.

## Les antillais dans la lutte

Parmi les travailleurs des PTT, nombreux sont ceux qui viennent des prétendus DOM-TOM. La plupart sont auxiliaires et se retrouvent aux boulots les plus durs: chargement des wagons, dépoussiérage des sacs, pose des lignes téléphoniques.

Au centre de tri du PLM ils sont plus de 250 sur les 2.700 travailleurs soit près de 10% et cette proportion va en augmentant. Ils prennent une part active à la grève car les revendications avancées les concernent au même titre que leurs camarades français. Cependant, en tant que travailleurs immigrés, ils ont des revendications spécifiques, c'est pourquoi ils ont constitué une commission de travailleurs antillais, guyanais et réunionnais dont la réunion constitutive a regroupé plus de 40 travailleurs du PLM. Cette commission ne concurrence pas les organisations syndicales: beaucoup de ses membres sont syndiqués, mais elle doit permettre aux travailleurs qu'elle regroupe d'élaborer leurs revendications spécifiques et de s'unir pour les faire aboutir. A la suite de la

première réunion, une plate-forme revendicative a été avancée dont les principaux points sont:

- Un voyage gratuit au bout de 2 ans au lieu de 5 ans.  
- 10 jours de congés hors cumul. Actuellement, les travailleurs qui veulent retourner en vacances dans leur pays doivent attendre 5 ans, en général, ils cumulent leurs congés pour prendre 5 mois, mais pendant 5 ans, ils n'ont pas de congés. En avançant ces deux revendications ils demandent la possibilité de prendre 10 jours la première année et de partir 2 mois l'année suivante.  
- titularisation des auxiliaires,  
- mêmes avantages que les fonctionnaires français outre-mer  
- prime de froid (les fonctionnaires français exerçant outre-mer ont une prime de chaleur).  
- un logement à un prix raisonnable. Ces revendications ont été exposées aux organisations syndicales qui ont accepté de tirer un tract les reproduisant et les expliquant, signé de la commission et des syndicats. Des pancartes ont été confectionnées pour

la manifestation de vendredi, reprenant les principales revendications.

Le comité envisage maintenant de s'élargir à l'ensemble des travailleurs des colonies des PTT sur ces bases. Les Antillais qui viennent travailler aux PTT sont recrutés directement aux Antilles par les PTT qui leur font passer un concours et leur promettent un travail intéressant, bien payé en France et la possibilité de revenir en France, ils sont hébergés un mois dans un foyer des PTT. Ensuite, ils doivent se débrouiller pour trouver un logement, en butte aux propriétaires racistes et aux agences qui les escroquent d'autant plus qu'ils sont dépayés et connaissent mal les réalités de la France. Des Martiniquais payent 600 F par mois pour une chambre et 24 repas; sur un salaire de 1.300 F il ne reste pas grand chose. Ces conditions de vie et de travail, les brigades racistes des chefs, les conduisent à participer activement à la lutte actuelle aux côtés de leurs camarades français.

## dégradation des conditions de travail

Par mesure «d'économie», les locaux, les outils de travail sont à peine entretenus, ce qui a de graves conséquences pour les travailleurs. Les équipements collectifs sont très insuffisants: dans certains centres, il n'y a pas de cantine, au PLM où travaillent 2.700 postiers, il n'y a pas d'infirmier. Dans la même centre, certains quais ne sont pas abrités, exposant aux intempéries ceux qui chargent les wagons, là où il y a des couvertures, elles sont dans un état avancé de délabrement: récemment, une tôle s'est décrochée et aurait fort bien pu causer un accident.

Par manque de wagons postaux, les sacs sont chargés dans des wagons de marchandises ordinaires, qui ont transporté auparavant toutes sortes de produits. En chargeant les sacs dans ces wagons, les postiers avalent les poussières qui restent des chargements précédents, en particulier des produits chimiques de toute sorte. La poussière, d'ailleurs, est reine dans la plupart des bureaux. Lors de nettoyaes, on découvre des lettres qui traînent depuis parfois des années sous des monceaux de poussière!

Les ouvriers qui posent les lignes téléphoniques ont également des conditions de travail particulièrement pénibles pour des salaires dérisoires: 1.400 F. Une grande partie du travail se fait dans les égouts, pour ne pas nuire au rendement, les mesures de sécurité ne sont pas appliquées. A la suite de fuites, du gaz peut s'accumuler dans certains égouts, provoquant des explosions lorsque les soudures sont effectuées. Le mois dernier, trois ouvriers ont été tués à la suite d'accidents de ce genre. Alors que le travail dans les égouts expose à de nombreuses maladies, aucune mesure d'hygiène particulière n'est prise: vaccinations, visites médicales supplémentaires.

# EN GREVE

## 200 F POUR TOUS, 1700 F MINIMUM

Actuellement, de nombreux postiers ont des salaires inférieurs à 1.700 F, certains touchent 1.300 F par mois (1.240 F de salaire de base), c'est à dire, même pas le minimum vital, la conséquence, c'est que beaucoup font des «califs» (heures supplémentaires) ou ont un travail d'appoint pour pouvoir survivre. Les 1.700 F minimum, ce n'est pas une revendication utopique, ce n'est que le minimum vital, et les postiers sont déterminés à lutter

jusqu'à leur obtention intégrale. Il en est de même pour les 200 F uniformes, revendication qui permet à peine de maintenir le pouvoir d'achat face à la montée des prix. Il ne s'agit pas d'une prime de vie chère comme tentent de le faire admettre maintenant certains dirigeants syndicaux, ce que réclament effectivement les travailleurs, c'est une augmentation définitive de 200 F.

## TITULARISATION DES AUXILIAIRES

Aux PTT, comme dans l'ensemble de la fonction publique, la direction embauche de plus en plus d'auxiliaires. A cela, plusieurs avantages: les auxiliaires sont payés moins cher que les titulaires, ils n'ont aucune sécurité d'emploi, peuvent être licenciés du jour au lendemain au gré de la direction. C'est une véritable forme de travail intérimaire d'Etat. L'insécurité du statut d'auxiliaire vise à en faire un travailleur docile, chargé des travaux les plus pénibles et réduit à tout endurer sans se révolter, dans l'espoir de passer un jour titulaire. C'est de plus, un moyen supplémentaire de division des postiers entre titulaires et auxiliaires; c'est pourquoi la revendication de titularisation des auxiliaires est un moyen de renforcer l'unité des postiers face à la direction, en faisant échec à ses manœuvres pour dresser une catégorie contre l'autre: pour un même travail un auxiliaire est moins payé qu'un titulaire et la rapidité de la titularisation est souvent liée à la docilité de l'auxiliaire.

Les postiers exigent que les titularisations soient effectuées sur le lieu de leur choix et non systématiquement à Paris, comme c'est le cas le plus fréquent, et que les mutations des titulaires qui le demandent leur soient accordées. De nombreux postiers parisiens viennent en effet de province (Midi, Bretagne...) ou maintenant des DOM-TOM, là où la main-d'œuvre est abondante et bon marché. Beaucoup qui acceptent de partir à Paris pensent qu'ils pourront retourner comme titulaire dans leur région au bout de quelques années. En fait, les choses se passent autrement: arrivés à Paris, ils sont hébergés en foyers PTT un mois seulement, pendant lequel ils doivent trouver un logement car ils doivent ensuite laisser la place. C'est 15 ans, 20 ans ou plus qu'ils devront attendre avant d'obtenir leur mutation en province. Ils font les frais de la politique aberrante de la bourgeoisie de centralisation à outrance sur Paris alors que la province est sous-équipée.

## AUGMENTATION DES EFFECTIFS

L'embauche massive d'auxiliaires permet à la direction de mettre plus facilement en œuvre sa politique d'intensification du travail. Les auxiliaires, du fait de la précarité de leur statut sont obligés d'accepter l'augmentation du rythme de travail, ce qui fait pression sur les titulaires. Chaque année le volume de travail s'accroît de 5%, et pour 74 certainement plus pour les bureaux-gare car, par mesure d'économie, une partie du trafic postal qui se faisait par avion se fera par rail. Les effectifs ne progressent par contre que de 2%. Il manque actuellement 6000 postes sur les centres de tri parisiens comme en convient d'administration. Alors que le 6e plan prévoyait la création de 32.500 emplois en 5 ans, il n'en a été créé que 10.000. Cela se traduit pour les postiers par une augmentation considérable du travail, les chefs font la chasse aux temps morts, ne laissant plus une minute de répit entre deux

wagons pour ceux qui chargent les sacs postaux. Au PLM, les wagons sont surchargés, les ambulants ont trois à quatre fois plus de sacs à trier; ainsi à la station de Mâcon, c'est maintenant 12 sacs au lieu de 3 qu'ils doivent trier. Lelong, qui n'est certainement pas surchargé de travail, se permet d'affirmer: «qu'il y en a qui se la coulent douce aux PTT», alors que l'intensification du travail est généralisée. Tous les travailleurs que nous avons vu nous ont parlé des chefs qui sont dans leur dos pour les faire trimmer sans répit. Aux centres téléphoniques, les opérateurs sont contrôlés à leur insu par un système d'écoute qui permet à leurs surveillants d'entendre éventuellement leurs conversations et de noter le temps effectif de travail, tout est ensuite consigné sur leur fiche personnelle dont dépend leur avancement, et éventuellement leur licenciement.

## HALTE AU DEMANTELEMENT, A LA PRIVATISATION

Le personnel des télécommunications, a ajouté aux revendications formulées par les centres de tri la lutte contre les tentatives de démantèlement des PTT au bénéfice de certaines entreprises privées: ITT, CGE, Thomson-Brandt, Honeywell-Bull...

Les secteurs les plus rentables seraient abandonnés à ces entreprises, en particulier, les télécommunications où les investissements les plus coûteux étant effectués, il y a des profits immédiats à réaliser. Déjà les PTT se déchargent de

certains travaux comme l'installation des lignes téléphoniques en faveur d'entreprises privées et pendant qu'on cède ces secteurs rentables aux capitalistes privés, on majore les tarifs aux frais des usagers populaires! Le démantèlement des PTT, en brisant l'unité des travailleurs les affaiblirait face à la direction, ceux des secteurs démantelés comme ceux des secteurs publics. La privatisation signifie un accroissement de l'intensification du travail, des licenciements...

## Des horaires

qui brisent

le rythme

de vie...

On a pu entendre à la radio, que les postiers ne travailleraient que 30 h par semaine. Ces allégations mensongères sont destinées à tromper l'opinion et à déconsidérer la lutte des travailleurs des PTT. En fait, de nombreux postiers travaillent plus de 40 h, si certains font 35 ou 36 h par semaine, c'est parce qu'ils ont des postes nerveusement épuisants - téléphonistes - ou des horaires qui cassent leur rythme de vie. Ainsi, au PLM, un bon nombre de travailleurs sont astreints à divers horaires, particulièrement éprouvants. C'est par exemple ceux qui font le roulement central établi sur 30 jours:

1er jour: 14h00 - 22h30

2e jour: 13h00 - 21h00

3e jour: 6h00 - 13h00

4e jour: repos et ainsi de suite...

Conséquences d'un tel système:

maladies nerveuses, maux d'estomac,

sommeil perturbé, pas de vie de famille. Il n'y a pas deux jours de repos consécutifs et le dimanche est jour de repos une fois toutes les 4 semaines. Si la moyenne de travail est de 37 h par semaine, ces semaines sont en fait plus pénibles que des semaines de 40 h avec des horaires réguliers.

en demi-cercle autour de chaque trieur, l'isolant de ses voisins et l'empêchant de discuter, afin d'améliorer le rendement en supprimant les temps morts. Ce système permettait en outre une parcellisation des tâches plus poussée, en séparant l'opération de tri proprement dit de l'opération de liassage du courrier trié, opérations effectuées auparavant par chaque trieur. Le liassage permettait, après le tri de changer de rythme et de «souffler» un peu. De plus, le courrier se ramassant par derrière, les «manuts» (qui ramassent et liassent le courrier) n'ont plus de contacts avec les trieurs. Normalement, on liasse en commun le courrier trié par différents postiers. Avec le nouveau système, le courrier trié par chaque postier devait être entassé séparément ce qui devait permettre aux chefs de surveiller le travail effectué par chaque trieur. Ce nouveau système, destiné à intensifier le travail et à équiper progressivement l'ensemble des centres de tri, a provoqué une riposte immédiate des travailleurs. Au bout de 24 h de grève, la direction, par crainte d'une extension de la lutte, démontait les nouveaux casiers, malgré le coût élevé de l'opération!

Paris-Brune:

échec à

l'intensification

du travail

Signe précurseur de la grande grève des postiers, la lutte des postiers de Paris-Brune, la semaine précédente, a fait échec à la direction qui voulait imposer un nouveau système de casiers de tri.

Les nouveaux casiers étaient installés

en demi-cercle autour de chaque trieur, l'isolant de ses voisins et l'empêchant de discuter, afin d'améliorer le rendement en supprimant les temps morts. Ce système permettait en outre une parcellisation des tâches plus poussée, en séparant l'opération de tri proprement dit de l'opération de liassage du courrier trié, opérations effectuées auparavant par chaque trieur. Le liassage permettait, après le tri de changer de rythme et de «souffler» un peu. De plus, le courrier se ramassant par derrière, les «manuts» (qui ramassent et liassent le courrier) n'ont plus de contacts avec les trieurs. Normalement, on liasse en commun le courrier trié par différents postiers. Avec le nouveau système, le courrier trié par chaque postier devait être entassé séparément ce qui devait permettre aux chefs de surveiller le travail effectué par chaque trieur. Ce nouveau système, destiné à intensifier le travail et à équiper progressivement l'ensemble des centres de tri, a provoqué une riposte immédiate des travailleurs. Au bout de 24 h de grève, la direction, par crainte d'une extension de la lutte, démontait les nouveaux casiers, malgré le coût élevé de l'opération!

Paris-Brune:

échec à

l'intensification

du travail

Signe précurseur de la grande grève des postiers, la lutte des postiers de Paris-Brune, la semaine précédente, a fait échec à la direction qui voulait imposer un nouveau système de casiers de tri.

Les nouveaux casiers étaient installés

## Salaire-Chômage

## A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE!

Depuis bientôt un an, face à l'augmentation du coût de la vie et la montée du chômage, la bourgeoisie avance toute sorte de propositions pour freiner les luttes de la classe ouvrière pour de meilleurs salaires et pour l'emploi. Depuis la rentrée, en même temps qu'elle tente de faire retomber la responsabilité de la cherté de la vie sur les ouvriers qui font grève pour des augmentations de salaires, elle tente aussi de proposer comme seule solution possible, à la montée de plus en plus grave du chômage, le maintien obligatoire et nécessaire de salaires de misère.

Les travailleurs des PTT, en déclenchant une grève pour 1700 F minimum montrent l'échec de ces tentatives. Et ils ne sont pas seuls dans la lutte pour de meilleurs salaires.

Les travailleurs de Creusot-Loire, eux aussi, ont occupé leurs usines sur les mêmes revendications; des luttes pour des augmentations de salaires se déclenchent un peu partout dans toute la France, dans la région parisienne (transports Besson, Huré à Bagnaux, Rungis, Pantin, Schlumberger à Vélizy), dans le centre de la France (les ardoiseries d'Anjou-Mayenne, Creusot-Loire à Imphy, Durand et Unéac à Fourchambault, Siclam à Clamecy, dans le bâtiment, etc...).

Face à la montée des luttes contre le chômage, la bourgeoisie a tenté de désamorcer le mouvement avec des accords soi-disant révolutionnaires (FR n° 129). Les nouvelles luttes contre le chômage montrent comment les travailleurs approuvent le caractère révolutionnaire de ces accords. Aux côtés des travailleurs des Tanneries d'Annonay et de Titan-Coder qui poursuivent activement leur lutte entamée depuis plusieurs mois en dépit de toutes les tentatives de la bourgeoisie de les isoler et de les faire oublier, d'autres travailleurs, juste après l'annonce des accords, sont entrés dans la lutte pour l'emploi.

Chez Stribick, entreprise de bâtiment de St Etienne, dès l'annonce du dépôt de bilan le 23 octobre, les 600 ouvriers de l'usine de Bouthéon (soit la moitié du personnel de l'entreprise) ont immédiatement décidé l'occupation. A l'imprimerie Didot à Vitry, les ouvriers ont occupé le 18 octobre, quand le patron a annoncé le licenciement de la majorité du personnel de Vitry par suite d'une concentration exclusive dans une filiale de Normandie. A Néogravure, première société française d'imprimerie, les travailleurs refusent de faire les frais de plans successifs de restructuration qui amènent le licenciement immédiat de plus de la moitié du personnel (3737 sur 6000 salariés) si l'imprimerie ne trouve pas 5 milliards d'anciens francs d'ici le 31 octobre. Les ouvriers viennent de voter massivement l'occupation.

La lutte commence à payer: chez Aupal à Toulouse, usine textile, les 110 ouvrières, par des barrages de routes, des manifestations à l'exemple des ouvriers de Titan-Coder ont obtenu la levée des 46 licenciements annoncés par le patron. Chez Astre, les travailleurs ripostaient immédiatement à l'annonce de la liquidation judiciaire, le 2 octobre: occupation des bureaux et locaux à Toulouse et Béziers, manifestation à Montpellier; soutien des autres travailleurs: 18 000 ouvriers en grève à Toulouse le 10, 2 000 manifestants à Béziers, 2 000 à Bègles. Face à cette pression ouvrière, le préfet du Languedoc-Roussillon vient d'accorder l'autorisation de rouvrir quelques chantiers. La lutte pour le réemploi de tous les travailleurs continue.

## TITAN-CODER:

## Non au démantèlement ! Non aux licenciements !

Cette semaine, l'intersyndicale a mis l'accent sur la solidarité financière. Elle a organisé de nombreuses collectes dans différents quartiers de Marseille, et pour la popularisation, elle a organisé une soirée «portes ouvertes» concrétisée par un gala de variétés à l'intérieur de l'usine, le jeudi 24 octobre à 18 H. En fait de popularisation, ce gala n'a été annoncé que très brièvement dans les journaux locaux, le lundi et le jeudi dans «Marseillaise» et le mardi dans «Le Provençal». Alors que ce gala de variétés pouvait être une façon de mieux faire connaître la lutte des travailleurs de Titan-Coder, cela n'a été en fait pour les dirigeants réformistes qu'un moyen de mettre en avant «la solution nationale» Renault-«l'intérêt de la France», et la sauvegarde du patrimoine national, au dépens des véritables revendications des travailleurs qui luttent pour: «aucun licenciement, pas de démantèlement»; en effet, les affiches appelant au gala ne contenaient que le nom des artistes sans un seul mot sur la lutte des travailleurs de Titan-Coder, de plus ce gala se déroulait exactement comme ceux que la bourgeoisie diffuse tous les jours à la télévision avec les Guy Lux et Cie. Aucune possibilité d'initiatives des travailleurs présents, aucune déclaration sur la lutte des travailleurs de Titan-Coder n'a ouvert ce gala au grand étonnement des ouvriers qui, comme certains l'ont fait, demandèrent à leurs dirigeants si une déclaration sur leur lutte serait faite. Malgré une réponse positive, certains travailleurs ont commencé à partir, tel celui qui nous a dit durant le gala, en parlant de la chanteuse Pascale Aubert «elle se moque de nous, elle ne parle même pas de notre lutte». Ce travailleur était venu justement au début du gala pour écouter la déclaration de la lutte et pour faire acte de présence comme il l'a dit lui-même. Le décor de la tribune ne

Pas de licenciement! pas de démantèlement!

Correspondant Marseille.

# LA "REUNION DE PRESSE" DE GISCARD

Deux points ont été abordés par Giscard lors de sa « réunion de presse » de jeudi dernier: la « crise » avec ses conséquences économiques et sociales, la « politique internationale de la France ». Ce qui a été dit sur ces deux points confirme les orientations et les difficultés politiques de l'équipe Giscard que nous avons déjà été amenés à analyser dans Front Rouge.

la presse économique spécialisée retiendra ces paroles, la grande presse destinée aux travailleurs mettra l'accent sur la vision catastrophique du début et sur la conclusion de sa conférence: à condition de «serrer les cordes», il est possible de s'en sortir! Mais les travailleurs, à l'exemple de ceux des PTT, de Titan-Coder, d'Annonay, de Néogravure... refusent cette offre de collaboration de classe. La seule chose que Giscard ait été capable de dire au sujet des PTT, c'est qu'ils n'avaient pas fait connaître leurs revendications! Piètre prétexte! Giscard n'a pas attendu de se renseigner sur les revendications pour lâcher ses CRS sur les centres de tri occupés.

## la "crise"

«Le monde est malheureux, il est malheureux parce qu'il ne sait pas où il va et parce qu'il devine que s'il le savait, ce serait pour découvrir qu'il va à la catastrophe», quand on examine les grandes courbes qui décrivent pour l'avenir les phénomènes de notre temps, on s'aperçoit que pratiquement toutes ces courbes nous conduisent à la catastrophe. C'est par de tels propos que Giscard a ouvert sa conférence. Pourquoi décrit-il de manière si noire et si pessimiste l'avenir du monde impérialiste? Est-ce parce qu'il s'attend à un agissement important des difficultés économiques des capitalistes français, est-ce parce qu'il s'attend à un effondrement économique de la production ? A cette question, il a répondu lui-même clairement quand un journaliste lui a demandé si la « crise » allait déboucher sur une grave dépression, sur un accroissement très grave du chômage: «... il faut savoir que les perspectives de croissance de l'économie mondiale pour 75 ne justifient pas la dramatisation et en tout cas la perception d'une situation de crise comparable aux graves précédents, notamment au précédent des années 30».

Cette dernière affirmation est pourtant en contradiction avec toute la campagne de presse, radio, télé, orchestrée depuis près d'un an et particulièrement depuis un mois, sur la crise économique, sur le spectre de 29, d'heure n'est plus au profit, mais à la survie) titrait France-Soir il y a quelques semaines. On aura de mal à croire qu'une telle campagne se déroule à l'insu du président de la République, en dehors de ses directives, alors qu'il vient de montrer en faisant expulser le Directeur d'Europe no 1, à quel degré le gouvernement entendait contrôler les moyens de diffuser sa propagande. En fait, la campagne alarmiste préfabriquée de la bourgeoisie sur la crise économique est aujourd'hui une pièce maîtresse de sa propagande.

En faisant croire à la proximité imminente d'une catastrophe économique, la bourgeoisie tente d'exiger des masses populaires au nom de la solidarité nationale et d'autres balivernes, l'acceptation de sacrifices et d'une exploitation renforcée, baptisée pour la circonstance « effort national ». Constatant la faillite dans les masses du « modèle de société de consommation » et incapable de lui rendre une crédibilité, la bourgeoisie lui substitue aujourd'hui le « modèle de la société en crise »: une grave catastrophe économique nous menace, il est possible d'en sortir en serrant les cordes!

Giscard peut se permettre d'avouer devant un parterre de plumitifs et d'économistes bourgeois exactement le contraire, avancer que d'après lui, les difficultés économiques de la bourgeoisie sont surmontables, qu'il ne s'attend pas au développement d'une catastrophe économique... il sait que si

## les propositions de politique internationale

Giscard a mis l'accent avec insistance sur les « nouvelles » propositions de l'impérialisme français dans plusieurs domaines, avant tout l'Europe, les rapports entre pays producteurs de pétrole et pays consommateurs, la Palestine. En quoi consistent ces propositions nouvelles?

— sur l'Europe, il s'agit de l'annonce de la tenue d'un nouveau « sommet » des 9. Tout en laissant l'ordre du jour d'un tel sommet volontairement dans la vague, Giscard a précisé que l'impérialisme français entend aboutir sur certaines questions dites « techniques » à la possibilité de prendre la décision à la majorité des 9 et plus seulement à l'unanimité comme c'est le cas actuellement dans la Communauté Européenne Economique (CEE). Un tel changement que certains qualifient d'abandon de souveraineté, serait en fait l'aboutissement logique de la volonté affirmée de l'UDR aux réformes de construire l'Europe politique. Ce n'est donc pas dans cette seule proposition de la suppression du droit de veto au sein des 9 sur certaines questions dites « techniques », questions qu'on ne précise pas, qu'on peut mesurer clairement les variations par rapport à la politique de Pompidou.

— sur la crise du pétrole, Giscard a proposé la mise sur pied d'une conférence réunissant les délégués des pays impérialistes, les délégués des pays producteurs de pétrole, et les délégués des pays opprimés non-producteurs de pétrole. Une telle proposition se distingue de celle adoptée par l'impérialisme français au début de la crise du pétrole avec par exemple la tentative de Jobert et Pompidou de mettre sur pied à l'écart des sociétés US et de l'impérialisme US une conférence Europe des 9/pays arabes producteurs de pétrole. Mais la proposition de Giscard se distingue aussi des propositions US et du « groupe des 12 » que ce dernier a mis sur pied en février à Washington et auquel la France a refusé de participer, seul pays impérialiste occidental à suivre cette voie. En évitant de se rallier à ce groupe de 12 tout en essayant de mettre sur pied une conférence englobant non seulement les pays européens et les pays producteurs de pétrole, mais aussi l'impérialisme US, l'impérialisme français ne bouche aucune issue pour l'avenir.

— Pour la Palestine, après la rencontre entre Arafat et Sauvagnargues, Giscard a affirmé simultanément le droit du peuple palestinien à disposer d'une patrie, et sur la nécessité pour Israël de bénéficier de frontières « sûres et reconnues ». Sur cette question aussi, les variations avec la politique extérieure précédente sont difficiles à mesurer. En acceptant d'être un interlocuteur de l'O.L.P., l'impérialisme français cherche, et ce n'est pas un phénomène nouveau, à se concilier les bonnes grâces des pays arabes aussi bien du point de vue de son approvisionnement en pétrole que du point de vue de la conclusion de marchés de biens d'équipement avec ces pays; il cherche sans doute aussi à rassurer en direction de l'U.D.R. de certains qui s'inquiètent déjà de voir (modification de l'embar-go, visite en Israël...) de nouveaux rapports se nouer avec Israël au détriment des acquis passés, des liens avec les pays arabes. Mais dans tous les cas une telle rencontre n'est nullement contradictoire avec les visées des deux superpuissances d'enfermer le peuple palestinien dans un Etat fantoche coincé entre Israël et la Jordanie, pour lui imposer de renoncer à poursuivre la lutte armée contre l'Etat sioniste d'Israël, la libération de toute la Palestine...

On le voit sur ces trois points, on ne peut saisir encore de démarcation nette avec la politique passée. Le communiqué de satisfaction de l'UDR tiré après cette conférence de presse, tout au moins en ce qui concerne les points abordés en politique extérieure, est significatif à cet égard.

## les relations avec l'UDR

Cela pose d'ailleurs le problème des relations de Giscard avec l'UDR. Il les a abordé du bout des lèvres lors de sa conférence de presse pour dire que «sa majorité n'avait jamais déjugué sa politique lors des votes importants. C'est faire bon marché des oppositions de plus en plus fréquentes des députés UDR parfois en nombre, manifestées contre des projets gouvernementaux : budget de l'information, sécurité sociale, et même une partie de la réforme constitutionnelle, cette réforme que Giscard lui-même avait présentée en mai dernier comme un des points de départ du « échange » ».

Giscard et son compère Poniatowski le savent bien. La défaite de Chaban-Delmas au premier tour concrétise la victoire de ceux qui étaient partisans d'un rapprochement avec l'impérialisme US, sur ceux qui se raccrochaient, en les adaptant, aux dogmes périmés du gaullisme. Mais une telle victoire ne pouvait se concrétiser que si le rôle dominant de l'UDR était réduit. Aujourd'hui encore et elle le montre, l'UDR peut faire échouer des projets politiques giscardiens avec son groupe parlementaire dominant. C'est ce qui oblige Giscard à être prudent dans les rapports avec l'impérialisme US, c'est ce qui rend difficile aujourd'hui de discerner clairement les changements en cours, ceux qui se préparent. La victoire des Républicains Indépendants et des réformateurs au premier tour des présidentielles nécessite aujourd'hui pour eux une deuxième victoire sur l'UDR, c'est ce à quoi s'emploient les Poniatowski, les Lecanuet, les Servan-Schreiber... mais de cela, évidemment, Giscard n'a pas soufflé mot.

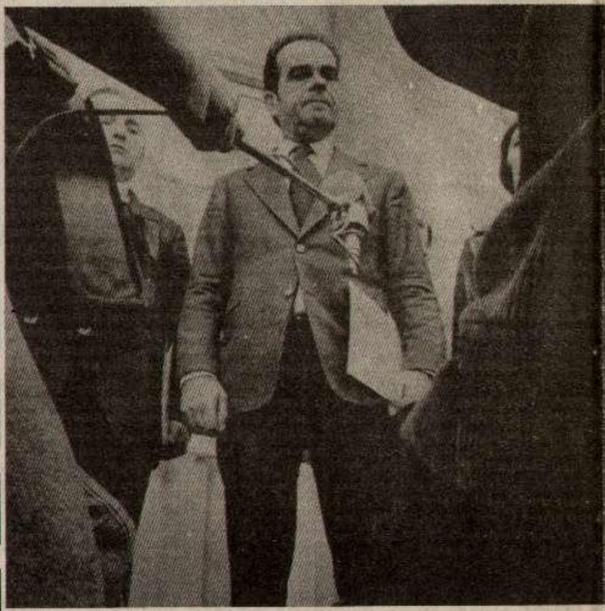
Marc ANDRE

\* RECTIFICATIF  
L'article de FR 128 sur le conseil constitutionnel écrivait à tort que l'attitude de l'UDR « faisait capoter le projet de Giscard de réunir le congrès de Versailles ». Si Giscard n'a pu réunir le congrès de Versailles pour voter la totalité de son projet, il a tout de même pu le réunir pour en voter une partie.

L'attention des délégués n'est visible-ment pas très forte pour les interventions, beaucoup lisent « l'Huma » sans même écouter.

A midi, dans un bistrot des alentours, des délégués au Congrès prennent leur repas. Nous discutons avec eux. L'un d'eux nous apprend qu'il est allé en URSS: « Là-bas, c'est pas du tout comme ici. Tiens, les transports par exemple, c'est très démocratisé. Je connaissais un ouvrier qui travaillait à 500 km de chez lui, et bien, il y allait en avion... Même chose pour les paysans, ils s'en vont vendre leurs produits à la ville... en avion. Et puis, là-bas, ils ont le droit de grève. D'ailleurs ils ne s'en privent pas, il y a eu des grèves sur les conditions de travail... » Pourquoi un ouvrier doit-il aller travailler à 500 km de chez lui ? Pourquoi les

# XXI<sup>ème</sup> CONGRES DU P<sup>CC</sup>F VOLTE FACE EN APPARENCE, MAINTIEN DE LA LIGNE REVISIONNISTE DANS LES FAITS



Dans son rapport au « Congrès extraordinaire » du P<sup>CC</sup>F, Marchais reconnaît ouvertement les réticences importantes nées chez les militants du P<sup>CC</sup>F à propos des orientations du projet de résolution. Marchais montre l'existence de ces contradictions par la place qu'il accorde et le langage qu'il tient en réponse aux questions de militants du P<sup>CC</sup>F sur le socialisme, les alliances, le différend P<sup>CC</sup>F-PS. Pour lui, il s'agit de colmater les brèches sans céder pour autant un pouce de terrain. Comment s'y prend-il?

► Sur la question du socialisme, le projet de résolution et l'intervention de Marchais au comité central de juin indiquent qu'il n'était pas à l'ordre du jour, donc qu'il n'était pas nécessaire de faire porter le travail de propagande sur cette question. On donnait en quelques mots une rapide « image » du socialisme « aux couleurs de la France » pour faire bonne mesure, en termes humanistes, que n'importe quel bourgeois éclairé aurait accepté: « société qui assurera la libération de l'homme de toutes les injustices et de toutes les oppressions, le bien-être matériel, l'accès à la culture et à la liberté pour chacun, la fraternité entre les Français ».

De nombreuses questions se posèrent alors dans le P<sup>CC</sup>F à ce sujet (voir FR précédents). Dans son rapport au congrès, pour rassurer les militants, Mar-

chais fait en quelque sorte volte-face. Il affirme: « C'est pour le socialisme que nous luttons, il ne peut, il ne saurait y avoir aucune ambiguïté à cet égard. » Et plus loin il ajoute: « Notre tâche est de gagner aux idées et à la lutte pour le socialisme, la majorité de notre peuple ». Il peut sembler qu'il y ait là un durcissement des positions du P<sup>CC</sup>F, en fait il n'en est rien, car voyons quelle image, certes beaucoup plus détaillée que la première, Marchais donne du socialisme: « l'édification du socialisme suppose d'abord la propriété collective des grands moyens de production et d'échange (...) elle se fera avec le maintien d'un nombre important de petites entreprises industrielles, commerciales et artisanales privées, car leur collectivisation n'est ni nécessaire pour le pays, ni souhaitable (...), la seconde caractéristique du socialisme, c'est l'exercice du pouvoir de la classe ouvrière, par les travailleurs (...) Nous disons qu'il pourra y avoir en France socialiste plusieurs partis démocratiques associés au pouvoir. Il pourra y avoir des partis d'opposition. »

Voilà un « socialisme » bien curieux! Les petits patrons (ils emploient 60% de la main d'œuvre et assurent 62% de la production) seront toujours propriétaires de leurs usines et pourront embaucher, débaucher, sous-payer, exploiter les travailleurs! Quant à

l'opposition, on la laissera organiser des partis d'opposition et compléter pour renverser... ce socialisme là! Malgré tout le verbiage pseudo-marxiste utilisé par Marchais, on a de plus en plus de mal à voir la différence entre ce socialisme-là et le programme commun: et comme Marchais lui-même le disait à Harris et Sédouy: le programme commun, c'est du capitalisme!

► Sur la question des PME, le projet de résolution expliquait que « loin d'être opposés à l'amélioration des conditions de vie de leurs salariés, leurs intérêts leur commandaient d'agir avec l'ensemble des forces populaires pour les changements démocratiques ». Là aussi, de nombreuses questions furent posées. Marchais tente de s'en sortir en déclarant: « Nous ne prétendons nullement que leurs intérêts soient rigoureusement identiques aux intérêts de leurs ouvriers. Non, les uns s'approprient la plus-value que les autres produisent et il existe entre eux un rapport d'exploitation irrédicible. »

Mais tout ceci n'est que paroles car aussitôt Marchais ajoute: « Cela dit, ce qui met le couteau sous la gorge de la plupart des PME, ce ne sont pas les revendications légitimes des travailleurs, c'est la politique des grandes sociétés » et il termine sur la « nécessaire » alliance des travailleurs et des PME. Notons au passage que comme Marchais compte garder le P.M.E. en

exercer le perpétuel chantage de retirer son soutien si les « dogmes » gaullistes sont violés ouvertement. 2) Gouverner avec le PS, sans le P<sup>CC</sup>F, c'est aussi éviter de gâcher la carte de « l'Union de la Gauche ». L'alliance PS/P<sup>CC</sup>F et leur venue au gouvernement correspond à la nécessité pour la bourgeoisie de disposer en cas de développement aigu de ses contradictions avec les masses d'une équipe de gestionnaires loyaux aptes à duper les travailleurs, aptes à leur imposer la perpétuation de la domination capitaliste. En ne recourant qu'au seul PS, qui, avec le visage « de gauche » qu'il vient d'acquiescer en 3 ou 4 ans, avec sa tentative de main-mise sur la CFDT, a renforcé dans la dernière période sa capacité de duper les masses, la bourgeoisie garde en réserve la carte de « l'Union de la Gauche » et du P<sup>CC</sup>F, se réservant de la remettre sur pied et de l'utiliser si la pression du mouvement de masse l'oblige à recourir à une équipe plus capable de tromper les travailleurs.

Les attaques de Poniatowski concourent à aiguïser la contradiction dans laquelle est enfermé Marchais: d'un côté, courir après un électorat réactionnaire, bourgeois et petit-bourgeois, qui voit encore dans le P<sup>CC</sup>F des velléités révolutionnaires et qui, quand il vote à gauche, préfère le PS à cause de son passé bourgeois bien connu,

de l'autre côté maintenir son influence et son emprise sur des couches de travailleurs qui, tout en faisant confiance au P<sup>CC</sup>F, aspirent à un changement de société, aspirent au renversement du capitalisme. Cette contradiction, évidente pendant tout le 21ème Congrès, Marchais, malgré toutes ses volte-faces ne peut la résoudre. En multipliant les gages de bonne volonté à la bourgeoisie et à l'électorat réactionnaire (poursuivant sur la voie du livre d'Harris et Sédouy), il amène les travailleurs à ouvrir les yeux sur la nature réelle du but poursuivi par le P<sup>CC</sup>F. Si au contraire pour préserver cette influence, il renonce à courir après l'électorat réactionnaire, il laisse le PS se renforcer à son détriment ce qui accentue d'autant le rôle de parti charnière du PS, la possibilité des socialistes de laisser tomber l'Union de la Gauche.

Cela, Poniatowski l'a bien compris; ses attaques, qui détournent du P<sup>CC</sup>F l'électorat réactionnaire dont on vient de parler, conduisent à l'affaiblissement du P<sup>CC</sup>F et en renforçant le PS, préparent les manœuvres futures pour essayer de faire entrer le PS dans la coalition gouvernementale. Mais nul ne peut aujourd'hui prédire le succès de cette manœuvre: c'est l'ampleur du mouvement des masses et de ses aspirations à un changement véritable qui en définitive détermineront la bourgeoisie à recourir directement ou pas à un gouvernement « d'Union de la Gauche ».

Albert CHATILLON.

## TEMOIGNAGE D'UN LECTEUR DE FRONT ROUGE SUR LE CONGRES DE VITRY

Samedi 26 Octobre, Vitry s/ Seine. C'est au gymnase municipal que se tient le congrès du P<sup>CC</sup>F. Si ce congrès n'est pas à cœur ouvert, on peut néanmoins en suivre les débats. Dans une salle avoisinante, des postes de télévision retransmettent intégralement les interventions. L'entrée de la salle est libre, nous y entrons. Là, un public très varié qui le plus souvent ne fait que passer (comme le note d'ailleurs « l'Humanité » de la veille qui se félicite d'y avoir trouvé « un Monsieur très digne (...) l'Aurore dépassant ostensiblement de sa poche », et « un gardien de la paix, le képi discrètement glissé sous le bras »). La plupart suit les interventions sans mot dire.

Toute la matinée, les interventions se succèdent. Parmi les délégués, beaucoup de très jeunes (sur 1260 délégués, 700 ont adhéré depuis 68) : où sont passés les anciens du P<sup>CC</sup>F ? Si celui-ci conserve approximativement le même nombre de militants que par le passé, son caractère de parti « passoire » apparaît de plus en plus. Combien de cas jeunes le quitteront après avoir passé quelques années en son sein, comme l'ont fait nombre de leurs aînés ?

L'attention des délégués n'est visible-ment pas très forte pour les interventions, beaucoup lisent « l'Huma » sans même écouter.

A midi, dans un bistrot des alentours, des délégués au Congrès prennent leur repas. Nous discutons avec eux. L'un d'eux nous apprend qu'il est allé en URSS: « Là-bas, c'est pas du tout comme ici. Tiens, les transports par exemple, c'est très démocratisé. Je connaissais un ouvrier qui travaillait à 500 km de chez lui, et bien, il y allait en avion... Même chose pour les paysans, ils s'en vont vendre leurs produits à la ville... en avion. Et puis, là-bas, ils ont le droit de grève. D'ailleurs ils ne s'en privent pas, il y a eu des grèves sur les conditions de travail... » Pourquoi un ouvrier doit-il aller travailler à 500 km de chez lui ? Pourquoi les

paysans vendent-ils individuellement leurs produits ? Pourquoi y a-t-il des grèves dans un pays où, en principe, la classe ouvrière détient le pouvoir ? Autant de questions qui resteront sans réponses. Un autre travailleur, délégué lui-aussi, explique qu'il va essayer de partir au Canada « c'est mieux payé qu'ici » dira-t-il... Voilà où le peu de perspectives que lui offre son parti conduit ce travailleur : rechercher des solutions individuelles à ses problèmes.

A 14h, les « travaux » du Congrès reprennent, nous retournons à la salle de télévision. Dans les interventions de l'après-midi, nous avons noté quelques points significatifs. Le délégué du Lot-et-Garonne par exemple, explique que dans son département, un « communiste » sur deux a adhéré depuis le XXe Congrès (février 73). Georges Gosnat, le responsable financier demande que soient relevés les cotisations, le barème date de 15 ans, en raison « des augmentations de salaires et de traitements (...) qui modifient l'échelle des ressources prévues jusqu'à maintenant par le barème des cotisations ».

Le barème est donc plafonné. Le plafond était de 20 F pour 2.000 F de salaire, on l'élève aujourd'hui à 35 F pour des salaires compris entre 3.500 F et 4.000 F. Il est également indiqué que « les tranches supplémentaires seront fournies par la trésorerie du Comité Central, sur commande spéciale des fédérations ». Détail significatif, il s'agit là de ne pas donner prise aux inquiétudes des travailleurs du P<sup>CC</sup>F qui pourraient être étonnés de constater et la faiblesse des cotisations versées par leurs « camarades » dont les salaires sont supérieurs à 4.000 F, et le nombre de ceux-ci.

Malgré les 13.000 amendements proposés à la résolution, malgré l'insistance de Marchais dans son rapport introductif pour tenter de colmater les brèches sur les questions des gaullistes, des PME, des socialistes, de l'actualité du socialisme... autant de preuves de l'existence de contradictions dans le P<sup>CC</sup>F, on ne retrouve pas explicite-

ment ces contradictions dans les interventions au Congrès.

Cela n'est pas étonnant quand on sait que samedi après-midi, une intervention sur deux était faite par un membre du comité central. Pourtant ces contradictions disparaissent lorsqu'une déléguée de La Défense explique que sa fédération a perdu de nombreux adhérents, mais qu'elle se rattrape actuellement en travaillant en direction des cadres, ou lorsqu'un délégué demande que soient prises en compte les aspirations nouvelles qui se dégagent des luttes des travailleurs. Cependant ce délégué s'évertue à montrer que ces aspirations sont compatibles avec l'Union du Peuple de France en fournissant à l'appui de sa thèse l'exemple d'Usinor ou, dit-il « les travailleurs ont montré leur volonté de participer à la gestion de l'entreprise... » Il ne soufflera mot des aspirations réelles des travailleurs d'Usinor : refuser de monnayer leur vie contre une prime, obliger la bourgeoisie à faire construire la machine qui pourrait éviter les accidents ! Ce détail traduit bien la difficulté de beaucoup de membres du P<sup>CC</sup>F à justifier la ligne révisionniste.

Mais où des contradictions apparaissent nettement, c'est lorsque les révisionnistes se retrouvent face aux masses. Vendredi, ils organisaient à l'issue de la séance du Congrès une assemblée débat avec les travailleurs du quartier. Nous y étions. Les questions posées par les travailleurs frappaient juste : les gaullistes ? les PME ? les socialistes ? la question du socialisme ? Et un membre du comité central, en répondant aux questions, dû redoubler de démagogie pour tenter de rassurer les travailleurs.

La pseudo-démocratie du P<sup>CC</sup>F, faite au cours de la préparation, comme au cours du déroulement du Congrès à grand renfort de moyens techniques, d'opérations « à cœur ouvert » ou de campagnes « pleines phrases » n'est plus très efficace quand il faut faire face aux vraies questions des travailleurs.

## Poniatowski tente de briser l'union de la gauche

Les récentes attaques de Poniatowski contre le P<sup>CC</sup>F, traitant ce dernier de « parti fascisant » et annonçant la rupture entre le PS et le P<sup>CC</sup>F après les prochaines législatives n'ont rien de fortuites : elles tentent de jeter de l'huile sur le feu dans les relations PS/P<sup>CC</sup>F déjà envenimées depuis les dernières législatives partielles.

Quel est le but poursuivi par Poniatowski et derrière lui par Giscard ? Une hypothèse sérieusement envisagée par ce dernier, non pas à court terme, mais à moyen terme, c'est de rompre l'Union de la Gauche, et de faire rentrer le PS dans la coalition gouvernementale. De son point de vue, l'avantage est double :

1) Gouverner avec une coalition qui irait du PS aux Républicains Indépendants (RI) en passant par les réformateurs affaiblirait d'autant le rôle de l'UDR dans la vie politique, que ce parti choisisse de rejoindre la coalition gouvernementale ou au contraire de rentrer dans l'opposition. Aujourd'hui, le poids de l'UDR dans l'actuelle « majorité », pèse sur l'orientation que Giscard voudrait impulser à l'impérialisme français dans ses relations internationales avec l'impérialisme US ou avec l'Europe, la conférence de presse en témoigne (voir article); en additionnant les forces des Républicains Indépendants et des Réformateurs à celles du PS, Giscard espère ôter à l'UDR toute capacité à

exercer le perpétuel chantage de retirer son soutien si les « dogmes » gaullistes sont violés ouvertement. 2) Gouverner avec le PS, sans le P<sup>CC</sup>F, c'est aussi éviter de gâcher la carte de « l'Union de la Gauche ». L'alliance PS/P<sup>CC</sup>F et leur venue au gouvernement correspond à la nécessité pour la bourgeoisie de disposer en cas de développement aigu de ses contradictions avec les masses d'une équipe de gestionnaires loyaux aptes à duper les travailleurs, aptes à leur imposer la perpétuation de la domination capitaliste. En ne recourant qu'au seul PS, qui, avec le visage « de gauche » qu'il vient d'acquiescer en 3 ou 4 ans, avec sa tentative de main-mise sur la CFDT, a renforcé dans la dernière période sa capacité de duper les masses, la bourgeoisie garde en réserve la carte de « l'Union de la Gauche » et du P<sup>CC</sup>F, se réservant de la remettre sur pied et de l'utiliser si la pression du mouvement de masse l'oblige à recourir à une équipe plus capable de tromper les travailleurs.

Les attaques de Poniatowski concourent à aiguïser la contradiction dans laquelle est enfermé Marchais :

d'un côté, courir après un électorat réactionnaire, bourgeois et petit-bourgeois, qui voit encore dans le P<sup>CC</sup>F des velléités révolutionnaires et qui, quand il vote à gauche, préfère le PS à cause de son passé bourgeois bien connu,

d'un autre côté maintenir son influence et son emprise sur des couches de travailleurs qui, tout en faisant confiance au P<sup>CC</sup>F, aspirent à un changement de société, aspirent au renversement du capitalisme. Cette contradiction, évidente pendant tout le 21ème Congrès, Marchais, malgré toutes ses volte-faces ne peut la résoudre. En multipliant les gages de bonne volonté à la bourgeoisie et à l'électorat réactionnaire (poursuivant sur la voie du livre d'Harris et Sédouy), il amène les travailleurs à ouvrir les yeux sur la nature réelle du but poursuivi par le P<sup>CC</sup>F. Si au contraire pour préserver cette influence, il renonce à courir après l'électorat réactionnaire, il laisse le PS se renforcer à son détriment ce qui accentue d'autant le rôle de parti charnière du PS, la possibilité des socialistes de laisser tomber l'Union de la Gauche. Cela, Poniatowski l'a bien compris; ses attaques, qui détournent du P<sup>CC</sup>F l'électorat réactionnaire dont on vient de parler, conduisent à l'affaiblissement du P<sup>CC</sup>F et en renforçant le PS, préparent les manœuvres futures pour essayer de faire entrer le PS dans la coalition gouvernementale. Mais nul ne peut aujourd'hui prédire le succès de cette manœuvre: c'est l'ampleur du mouvement des masses et de ses aspirations à un changement véritable qui en définitive détermineront la bourgeoisie à recourir directement ou pas à un gouvernement « d'Union de la Gauche ».

## APRES LA REUNION DES SYNDICALISTES CFDT OPPOSES A LA MAINMISE DU PS SUR LEUR SYNDICAT : un participant nous communique

Camarades,

Je suis militant CFDT, j'ai assisté au premier rassemblement des signataires de l'appel contre la main-mise du P.S. sur la C.F.D.T., que pour ma part je considère comme positif. Nombreux participants de toute la France, Paris, Lyon, Marseille, Lille, Roubaix, Thionville, Bordeaux, Saumur, Angers, Besançon, etc... de nombreuses usines représentées : SMN, LIP, USINOR, BRANDT, SNCF, RHONE POULENC, SIFOP, des hôpitaux, des postiers en grève. Les manœuvres du PS dans le syndicat ont été largement dénoncées, en particulier les manœuvres effectuées depuis le 30ème congrès pour imposer la ligne de « l'Union des forces Populaires », de soutien à la candidature Mitterrand... pour en finir par l'appel aux assises. A cette conception de la démocratie à la sauce PS, qui vise à imposer la ligne du PS à la confédé-

ration, les signataires de l'appel ont opposé la conception de la démocratie s'appuyant sur les travailleurs, les consultants, comme c'est le cas actuellement avec l'initiative de la pétition. Malgré le temps très court qui nous était imparti, les premiers éléments du bilan des luttes et des contradictions avec la ligne du PS, ont été tirés : de LIP d'abord, par la manière dont la section s'en est tenu à la défense des aspirations des travailleurs sur le refus du reclassement, malgré la défection de la CGT lors du plan Giraud, l'achat par la mairie PS d'une usine rue Viollet, tentant de favoriser ainsi le démantèlement du secteur armement, les pressions confédérales CFDT... Sur la pratique syndicale mise en œuvre, illustration du véritable syndicalisme de classe et de masse que nous voulons. A SMN - CAEN avec les 200 F uniformes, à USINOR DUNKERQUE avec la revendication de la machine, le

même problème de défense par les sections syndicales des aspirations des travailleurs a été évoqué et ceci contre les pressions réformistes internes ou externes. Ainsi les postiers en grève de Paris ont réaffirmé le maintien de leurs revendications de 1700 F de salaire minimum, des 200 F uniformes, la titularisation des auxiliaires, contre tous ceux qui défendent l'idée que les 1700 F sont irréalistes actuellement et ne peuvent être obtenus sans le mouvement de toute la fonction publique, comme actuellement ce n'est pas la cas, cela sous entend d'accepter un compromis...

A cette occasion, les postiers antillais présents ont dénoncé la position néo-colonialiste en cours dans les deux syndicats qui les considèrent comme des « DOM-TOM » et se refusent à reconnaître leurs droits nationaux. L'assemblée a retenu comme élément

du syndicalisme que nous voulons la reconnaissance des droits nationaux de ces peuples opprimés par l'impérialisme.

D'autres interventions ont souligné la nécessité d'un syndicalisme offensif et de masse dans la pratique quotidienne et non un syndicalisme parlementaire où le délégué se substitue au travailleur. L'assemblée s'est accordée sur la nécessité de poursuivre ce bilan amorcé dans les sections, pour définir avec les travailleurs les bilans d'acquis de leurs luttes, en complète contradiction avec les textes « pseudo-stratégiques » que propose la confédération, en contradiction avec les débats qui ne s'appuient pas sur la pratique syndicale, mais sont des élocubrations du Bureau National pour faire accepter le ralliement au PS et la voie réformiste.

Salutations syndicalistes.

Pour que paraisse, le 1er Septembre 1975, un quotidien communiste je souscris dès aujourd'hui, un abonnement à :

# FRONT ROUGE QUOTIDIEN

- 1 an 250 F
- 1 mois 30 F
- 6 mois 150 F
- Je souscris
- 3 mois 80 F

Nom.....  
Profession.....  
Adresse.....

il y a 20 ans, le 1er novembre 1954, éclatait

# LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ALGERIEN

par Monique CHERAN et Grégoire CARRAT

## l'essor de la révolution

Depuis le début de l'agression coloniale de l'Algérie par les troupes françaises en 1830, le peuple algérien n'a jamais cessé de lutter contre l'oppression coloniale, contre l'armée d'occupation et les milliers de colons. Plus de 200.000 morts, tel est le prix qu'a payé le colonialisme français sous les coups du peuple algérien qui, bien avant 54, luttait déjà contre l'exploitation féroce et la répression. La volonté du peuple algérien de combattre pour son indépendance nationale s'est scellée dans le sang des massacres comme celui de Sétif, le 8 mai 1945. Ce jour-là, plus de 50.000 paysans, ouvriers et artisans manifestaient pour l'application des promesses de l'impérialisme français qui avait utilisé le peuple algérien comme chair à canon pendant la guerre. Ils réclamaient plus de justice et de démocratie. La répression est sanglante : pendant toute une semaine, l'armée coloniale et les bandes de colons armés massacrent plus de 45.000 Algériens.

Les massacres de Sétif ont prouvé une fois de plus la nature du colonialisme, et permis à de nombreux militants de voir que seule la lutte armée pourrait arracher l'Indépendance. C'était aussi

la leçon qu'ils tiraient des combats héroïques du peuple vietnamien contre le même ennemi, de sa victoire de Dien Bien Phu. C'était la seule voie juste pour tous les peuples opprimés par l'impérialisme français.

## le déclenchement de l'insurrection armée

Le 1er novembre 1954, à une heure du matin, les attaques armées sont déclenchées en 310 points du territoire algérien : Alger, Oran, Constantinois, Biskra, Batna, Tlemcen... Des casernes, des édifices coloniaux, des voies ferrées, des dépôts d'armes sautent. Une proclamation annonce la création du Front de Libération Nationale et de l'Armée de Libération Nationale. Les maquisards du 1er novembre sont encore peu nombreux, mal équipés. Mais le succès des attaques de guérilla, surtout dans les Aurès et la Kabylie, la persévérance des combattants dans la voie de la lutte armée, amèneront à l'A.L.N. des milliers de patriotes algériens, qui battront finalement à plate couture l'armée coloniale française.

La masse du peuple algérien répond à l'appel du F.L.N. La classe des paysans pauvres, les fellagha, classe la plus nombreuse, rejoindra massivement l'armée : le 25 août 1955, des dizaines de milliers de paysans, armés de pelles, de faux et de serpes marchent sur

Philippeville. Le mouvement touche tout le nord-Constantinois. Soustelle, gouverneur général de l'Algérie, dirige la répression sur place, arme les colons. Dans cette seule région, en moins d'une semaine, 12.000 Algériens seront assassinés ou portés disparus.

La population des villes entre aussi dans la lutte massivement. Le 1er anniversaire de l'insurrection est marqué par une grève générale largement suivie, et le 1er novembre 56, la grève générale a encore plus d'ampleur. La Kasbah d'Alger, dont la population est faite surtout de chômeurs, de petits artisans et commerçants, s'est rapidement transformée en base du F.L.N., qui y délivre les papiers officiels pour les mariages ou les naissances. Le F.L.N. y crée une organisation militaire d'autodéfense pour mettre la population à l'abri des attentats fascistes. Chaque homme assure son tour de garde sur les terrasses des immeubles après le couvre-feu de 20h. Ce sont ces liens vivants avec le peuple algérien, tant à la Kasbah d'Alger qu'à la campagne, qui ont permis au F.L.N. d'échapper longtemps aux quadrillages de l'armée coloniale et de reconstituer très vite ses réseaux après chaque démantèlement.

Les notables algériens, qui, jusqu'en 55, collaboraient ouvertement avec les autorités coloniales en participant aux conseils municipaux, au Parlement et à l'Assemblée Algérienne, sont contraints par la pression de la lutte des masses à démissionner de toutes leurs fonctions et amenés à rejoindre en bloc le F.L.N.

Le Congrès de la Soummam, en août 1956, consacre l'unité nationale du peuple algérien rassemblé dans le F.L.N. Cette unité nationale s'est forgée progressivement, dans la lutte. Mais dès cette époque, la classe ouvrière algérienne n'a pu exercer sa direction, car elle n'avait pas de parti communiste. Le seul parti qui s'affaiblait du titre de parti marxiste-léniniste, c'était le P.C.A., officine locale du P.C.F. qui avait pris ouvertement fait et cause pour l'impérialisme français, défendant depuis le début toutes les solutions de type néo-colonial, qui avait ouvertement condamné l'insurrection du 1er novembre 1954 et les «nationalistes». Ce parti a servi de repoussoir au communisme, il n'a fait que dégouter de nombreux militants du marxisme-léninisme. En France, les travailleurs algériens immigrés voyaient chaque jour la trahison du P.C.F., le sabotage du soutien qu'il organisait consciemment. Le chauvinisme du P.C.F. et la ligne de collaboration du P.C.A. sont grandement responsables de l'absence d'un parti véritablement marxiste-léniniste qui aurait empêché les couches non prolétariennes d'usurper la direction du Front. Les militants du P.C.A. qui voudront mener réellement la lutte seront amenés à quitter le P.C.A., comme Fernand Yveton, fusillé plus tard sur l'ordre du «socialiste» Mitterrand. Non content de collaborer, le P.C.A. fournira un contingent important de membres de l'O.A.S. Les travailleurs algériens tourneront aussi le dos à la CGT qui n'organiserait plus que des pieds noirs, et s'organiseront massivement dans l'UGTA, syndicat clandestin. C'est l'UGTA qui mènera les luttes des mineurs et des dockers. En France, rejetant les «misses en garde» des révisionnistes, les ouvriers algériens s'organiseront dans le F.L.N., organiseront des manifestations contre la terreur policière et pour l'indépendance, s'acquitteront régulièrement de leurs cotisations, entreront dans les rangs de l'Armée de Libération Nationale. Ils organiseront au cœur même de la métropole impérialiste des opérations de sabotage comme à Maurepiane, où des réserves de pétrole seront incendiées.

Après l'échec de cette manœuvre, de Gaulle tente une autre solution au début de 1961, la «partition» de l'Algérie, laissant à la France le Sahara et donc le pétrole, les villes et les plaines de la Mitidja, très fertiles. Les Algériens devaient se contenter de plateaux arides. Nouvelle riposte foudroyante du F.L.N. : le 5 juillet 61, journée nationale de manifestations à Alger. En France, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent le 17 octobre à Paris, malgré la féroce répression : plus de 25.000 arrestations, des centaines de tués jetés à la Seine. C'est quand l'indépendance de l'Algérie devient l'issue inévitable de la guerre, que l'O.A.S., dont un grand nombre de membres étaient d'anciens gaullistes comme Soustelle, entre en contradiction violente avec le gouvernement français, car ils ne sont pas résignés à abandonner les avantages énormes de la colonisation. Les attentats odieux auxquels ils se livrent soulèvent la colère des peuples algériens et français. Cette fois, la défaite est consommée, l'impérialisme français doit accepter un compromis qui accorde l'indépendance : les accords d'Evian sont signés en mars 62. L'Algérie proclame son indépendance le 5 juillet 1962.

Après l'échec de cette manœuvre, de Gaulle tente une autre solution au début de 1961, la «partition» de l'Algérie, laissant à la France le Sahara et donc le pétrole, les villes et les plaines de la Mitidja, très fertiles. Les Algériens devaient se contenter de plateaux arides. Nouvelle riposte foudroyante du F.L.N. : le 5 juillet 61, journée nationale de manifestations à Alger. En France, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent le 17 octobre à Paris, malgré la féroce répression : plus de 25.000 arrestations, des centaines de tués jetés à la Seine. C'est quand l'indépendance de l'Algérie devient l'issue inévitable de la guerre, que l'O.A.S., dont un grand nombre de membres étaient d'anciens gaullistes comme Soustelle, entre en contradiction violente avec le gouvernement français, car ils ne sont pas résignés à abandonner les avantages énormes de la colonisation. Les attentats odieux auxquels ils se livrent soulèvent la colère des peuples algériens et français. Cette fois, la défaite est consommée, l'impérialisme français doit accepter un compromis qui accorde l'indépendance : les accords d'Evian sont signés en mars 62. L'Algérie proclame son indépendance le 5 juillet 1962.

## la défaite de l'impérialisme français

L'échec de la pacification

En 1956, face au développement de la lutte armée, Guy Mollet, «socialiste», demande les pleins pouvoirs. Les députés révisionnistes du P.C.F. lui accordent leurs voix, et Guy Mollet obtient carte blanche pour envoyer 600.000 hommes en Algérie à la disposition du gouverneur «socialiste» Lacoste et du tortionnaire Massu. L'objectif, c'est de briser le moral du peuple algérien afin d'isoler le F.L.N. et de le détruire. L'impérialisme français inaugure les méthodes des yankees ou Vietnam : villages détruits, hommes fusillés, populations parquées dans des camps de concentration, bombardement au napalm dans les Aurès... A Alger, Massu et ses acolytes ont recours à la torture systématique. Mais cette répression barbare obtient le résultat inverse du but poursuivi. La haine de l'occupant ne fait que renforcer la détermination du peuple algérien, la lutte armée prend encore plus d'ampleur et en 58, l'A.L.N. rassemble 130.000 hommes en Algérie. Ces combattants, connaissant parfaitement le terrain et se déplaçant

sans cesse, attaquent l'ennemi à l'improviste : à la bataille de Bouze Gzeb, trois compagnies de l'A.L.N. anéantissent complètement une forte unité de légionnaires, à seulement 50 km d'Alger. En juin 1959, l'A.L.N. qui utilise l'artillerie pour la première fois, occupe la région d'Annaba (anc. Bône).

L'échec des manœuvres

Dans cette situation catastrophique pour l'armée impérialiste française, de Gaulle est amené au pouvoir par le coup d'Etat du 13 mai 58. Le but est toujours de trouver la solution la moins dommageable aux intérêts de l'impérialisme français, et de Gaulle pourrait être le personnage capable de sortir «la France» de cette mauvaise posture. Malgré la propagande bourgeoise qui tente de faire croire que de Gaulle après «la liquidation de l'A.L.N. par l'armée coloniale» aurait octroyé l'indépendance, dans un accès de générosité. En fait, quand il arrive au pouvoir, de Gaulle continue à clamer «vive l'Algérie française» (discours du 7 juin 58 à Mostaganem) après avoir déclaré trois jours avant à Alger : «Je déclare qu'à partir d'aujourd'hui, la France considère que dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants. Il n'y a que des Français à part entière. Des Français à part entière avec les mêmes droits et les mêmes devoirs». Il n'est donc pas question d'indépendance, mais de poursuivre la tentative de «pacification» avec, fait nouveau, l'utilisation massive de l'aviation. C'est le plan «Challe».

L'échec de cette dernière tentative l'amène à une première modification de tactique : il reconnaît le droit à l'autodétermination du peuple algérien en septembre 59, et accepte de négocier avec le F.L.N. en juin 1960. Il n'est toujours pas question d'indépendance, mais d'une vague autonomie préservant l'intégralité de la possession française sur les richesses de l'Algérie. Cette manœuvre suscite la riposte immédiate de dizaines de milliers d'Algériens qui, à l'appel du F.L.N., réclament l'ouverture de véritables négociations avec le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne et arborent sans crainte le drapeau national. Les paras, une fois de plus, tiennent sur la foule.

Après l'échec de cette manœuvre, de Gaulle tente une autre solution au début de 1961, la «partition» de l'Algérie, laissant à la France le Sahara et donc le pétrole, les villes et les plaines de la Mitidja, très fertiles. Les Algériens devaient se contenter de plateaux arides. Nouvelle riposte foudroyante du F.L.N. : le 5 juillet 61, journée nationale de manifestations à Alger. En France, des dizaines de milliers d'Algériens manifestent le 17 octobre à Paris, malgré la féroce répression : plus de 25.000 arrestations, des centaines de tués jetés à la Seine. C'est quand l'indépendance de l'Algérie devient l'issue inévitable de la guerre, que l'O.A.S., dont un grand nombre de membres étaient d'anciens gaullistes comme Soustelle, entre en contradiction violente avec le gouvernement français, car ils ne sont pas résignés à abandonner les avantages énormes de la colonisation. Les attentats odieux auxquels ils se livrent soulèvent la colère des peuples algériens et français. Cette fois, la défaite est consommée, l'impérialisme français doit accepter un compromis qui accorde l'indépendance : les accords d'Evian sont signés en mars 62. L'Algérie proclame son indépendance le 5 juillet 1962.

## TEMOIGNAGE D'UN ANCIEN MILITANT DU P.C.F.

COMMENT LE P.C.F. A-T-IL EXPLIQUÉ LE VOTE DES POUVOIRS SPECIAUX ?

En 56, il y a eu la «grande victoire électorale». La gauche avait déjà plus de 11 millions de voix. Le P.C.F. en avait plus de 5 millions 600.000. En Algérie, après le soulèvement des Aurès, la lutte armée prenait une très grande ampleur. Guy Mollet demandait les pouvoirs spéciaux qui entraînaient l'envoi du contingent en Algérie. La position du P.C.F. c'était qu'il fallait un gouvernement de «gauche» et qu'on ne pouvait le faire qu'avec les socialistes ; puisque Mollet demandait les pouvoirs spéciaux on devait les voter, sinon ce serait rompre le Front Républicain, l'alliance avec les socialistes et faire le jeu de la droite, en causant un renversement du gouvernement Mollet, ce qui annulerait la victoire électorale, et permettant le retour d'un gouvernement de droite. Si on ne votait pas les pouvoirs spéciaux, le contingent partirait quand même, et le Front Républicain serait rompu. C'est pourquoi le P.C.F. a permis d'envoyer le contingent en Algérie alors qu'il s'y était toujours fermement opposé pour l'Indochine.

QUELLE REACTION A SUSCITE CETTE POSITION ?

Le comité de section a été chaud. Il a failli y avoir de la bagarre. Les JC disaient : «c'est ce que vous faites de notre peau». Le secrétaire fédérale a dit : «écoutez camarades, 500.000 hommes en Algérie en comparaison de l'alliance avec les socialistes, ce n'est pas l'essentiel». QUELLE ETAIT L'ACTIVITE DU PARTI CONTRE LA GUERRE D'ALGERIE ?

On en discutait un peu à chaque réunion. Les directives, c'était de faire signer les motions du mouvement de la paix, et une manifestation pour la paix de temps en temps. AUCUNE AUTRE ACTIVITE CONTRE L'ENVOI DES TROUPES, CONTRE LE QUADRILLAGE EN ALGERIE ?

Ecoute, lorsque je suis arrivé à Paris en 1959, dans une cellule, il y avait un jeune qui venait d'Algérie. Il critique le parti «lorsque j'étais en Algérie, j'ai demandé en vain des directives de travail dans l'armée. On a systématiquement refusé de me renseigner». Les camarades ont répondu «Faire du travail dans l'armée, ça ne sert à rien. Ce serait une provocation. De Gaulle est prêt à nous réprimer, il en profiterait». L'essentiel était de lutter pour la paix en Algérie et l'autodétermination.

Pire en 1960, j'étais dans le 15e. Cinq jeunes avaient refusé de partir en Algérie. Plusieurs camarades les avaient approuvés. Mais le secrétaire de la section du 15e Javel leur a dit : «Il faut qu'ils aillent en Algérie, pour faire leur devoir

de communistes». C'était quoi ? quand on savait que le parti n'avait pas d'activité dans l'armée.

QUEL ETAIT LE SOUTIEN APORTE AU FNL ?

Aucun, sauf à titre individuel de la part de militants. Le P.C.F. n'a jamais soutenu le FNL. Il demandait la paix et l'autodétermination. Tout en critiquant la politique gaulliste, il l'appuyait : pas de travail dans l'armée, refus de réclamer l'indépendance. En 1960, le FNL a fait une série d'attaques en France contre la police, l'armée. Il avait recommandé de ne pas toucher la population et la population n'a pas été touchée. Dans une cellule la plupart condamneront : «c'est de l'aventurisme». Une camarade, jeune algérienne, s'est révoltée «Alors le peuple algérien a tort». Ils répondirent «Non, on ne dit pas ça, mais il ne doit pas faire la guerre en France».

La majorité des camarades pensaient d'après la ligne du parti que le FNL n'avait qu'à se battre chez lui, qu'un soulèvement était une mauvaise chose car les fils étaient dans l'armée coloniale, et risquaient de se faire tuer. Que les Algériens se fassent tuer, ce n'était pas gênant. Cette attitude n'avait rien de communiste !

POURANT IL Y A EU LA MANIFESTATION DE CHARONNE ?

Oui à Charonne il y a eu 5 morts. Mais le P.C.F. a fait une véritable mystification, en prétendant que c'était pas les fils qui avaient matraqué que c'étaient des fascistes déguisés en fils : c'étaient les CRS qui ont fait ça. La manifestation a été matraquée parce qu'on n'avait pas pris de dispositions nécessaires. C'était juste de faire une manifestation de masse contre l'OAS qui, avait fait plus de 20 plasticages. Mais organiser une manifestation pacifique ne pouvait se faire en cette période (en plein dans la fin de la guerre d'Algérie, quand de Gaulle était décidé à réprimer) que si on s'organisait pour les risques d'affrontement. En refusant par pacifisme d'envisager ces mesures, le P.C.F. a envoyé les manifestants à la boucherie.

A QUELLE PRISE DE CONSCIENCE A CONDUIT LA TRAHISON DU PEUPLE ALGERIEN PAR LE P.C.F. ?

J'ai pris conscience à cette époque de la trahison du parti. J'ai rendu ma carte en 1961, un peu avant la manifestation du 17 Octobre. D'autres camarades ont compris que lutter à l'intérieur de ce parti n'était plus possible, que ce n'était plus un parti communiste. Ils relevaient peu de temps après le drapeau du marxisme-léninisme en jetant les bases de la construction d'un nouveau Parti Communiste : c'est à cette époque il y a 10 ans, que sont réapparues les premières forces marxistes-léninistes dans notre pays.

## à qui profite l'immigration ?

Le peuple algérien dont la victoire a été confisquée par la bourgeoisie algérienne, subit le poids d'un chômage extrêmement développé : 800.000 algériens, au moins, ont été contraints de venir vendre leur force de travail en France, pour le plus grand profit de l'impérialisme français, mais aussi de la bourgeoisie algérienne. Pour tous les immigrés qui rêvent de rentrer dans leur pays, le gouvernement algérien repousse d'année en année la date de ce retour.

Et ce n'est pas étonnant : on peut lire cette explication dans la revue officielle «L'Algérie en Europe» n° 186 - Mars 74 : «Il serait bien sûr souhaitable que l'économie algérienne absorbe le plus rapidement possible cette main-d'œuvre nationale. C'est le vœu des dirigeants et aussi de nos travailleurs dont on sait les brimades qu'ils subissent quotidiennement. Cependant, à court terme, pouvons-nous avancer que l'Algérie est en mesure de le faire ? ... L'on a déjà vu que les potentialités d'emplois sont importantes en Algérie. Cependant leur concrétisation nécessite que la structuration de l'économie soit bien réalisée, du moins sérieusement avancée. Or, l'on sait que la mise sur pied d'une économie fortement structurée, qui permette le décollage puis une croissance soutenue, exige du temps. D'où il s'en suit qu'à court terme des problèmes d'emploi se posent à nous. Aussi, devant l'accroissement de la population en âge de travailler, qui s'accroît chaque année, il est nécessaire d'établir des priorités. Les emplois créés en Algérie sont donc occupés par les gens qui se trouvent sur place». Ce qui ressort de cette explication alambiquée, c'est que les travailleurs immigrés doivent attendre et prendre leur mal

«inévitables» en patience. Le 2e plan quadriennal (74 à 77) prévoit la création de 30.000 emplois par an, alors que chaque année, 170.000 jeunes arrivent sur le marché de l'emploi.

Ce que demande la bourgeoisie algérienne, ce sont des travailleurs qualifiés «rompus aux techniques de production moderne», (qui) permettent tout d'abord une économie en investissement de formation, et ensuite l'encadrement efficace des unités de production». (même article). Pour ceux qui ne sont pas qualifiés, et à qui l'impérialisme français impose des tâches d'O.S. (plus de 90% des travailleurs immigrés), qu'ils se consolent : «ils pourront être productivement utilisés, du fait de leur habitude à des cadences de travail rapides ! Les travailleurs immigrés, usés par l'exploitation, par ces cadences dont il est fait l'éloge, apprécieront ces perspectives. Pour l'instant, ils sont surtout une source de profits pour les patrons français, et pour la bourgeoisie algérienne. L'argent qu'ils envoient dans leur pays, en se saignant aux quatre veines représentait en 1973 les 2/3 du revenu du pétrole ! Le gouvernement algérien et le gouvernement français s'accordaient pour contrôler l'immigration par l'ONAMO, puis par la délivrance des cartes de résidence en France. Aujourd'hui, l'immigration a été suspendue par le gouvernement français pour une durée imprécisée, sous prétexte de la crise.

Les travailleurs immigrés sont durement frappés par cette mesure : pour ceux qui n'ont même plus la possibilité de venir, c'est la certitude du chômage, malgré les nouveaux «marchés» avec la RDA «socialiste» entre autres ; «l'émigration algérienne fait sa dure expérience en France» disait encore l'article déjà cité. Elle fait effectivement la dure expérience de l'exploitation dans les bagnes capitalistes français, et de l'hypocrisie de la bourgeoisie algérienne.

## non, le PS n'a pas changé !

Aux nombreux travailleurs qui posent la question - les «socialistes» à la Mitterrand, à la Lacoste, à la Mollet ont-ils changé de nature ? - la gauche P.C.F. et PS répondent «oui, les erreurs de la guerre d'Algérie sont dépassées, il faut les oublier ! Les travailleurs algériens qui ont dû affronter l'armée coloniale envoyée par les «socialistes», les travailleurs français qui ont été expédiés avec le contingent en Algérie pour mener cette sale guerre contre leur gré, ne sont pas enclins à croire à la nouvelle virginité de ces criminels ; même si aujourd'hui Lacoste (soi-disant socialiste, gouverneur de l'Algérie en 56) appelle à voter pour le candidat du P.C.F. (lors des élections partielles à Périgueux).

L'«exhibition» de Mitterrand en Martinique est au contraire révélatrice : Mitterrand est plus que jamais un fidèle larbin des intérêts impérialistes. Ne vient-il pas d'affirmer : «Mon souhait est que les peuples guadeloupéens et français restent ensemble», et il précise que l'autodétermination, proposée par le programme commun «cela ne veut dire ni l'autonomie, ni l'indépendance». Et pour parachèver cela, il a dit en aparté aux journalistes montrant ainsi son mépris des peuples de ces colonies «que voulez-vous ? Je ne pouvais faire un discours aussi structuré qu'à l'Académie des Sciences».



Il y a douze ans, l'indépendance

## Italie : répression contre les militants révolutionnaires

Une vague de répression des plus brutales s'abat aujourd'hui sur le peuple italien. Onze militants du F.A.R.P. (Front Antifasciste de Renaissance Populaire), ouvriers et ouvrières, ont été arrêtés alors qu'ils manifestaient devant un supermarché contre la hausse des prix (\*). Cent vingt neuf travailleurs sont inculpés à Lecca (Pouilles) pour occupation de maisons, et un dirigeant du F.A.R.P. condamné à un an et demi de prison. Quarante vingt onze travailleurs sont inculpés et des militants révolutionnaires retenus en prison à Catane suite à des luttes sur le transport. A Milan, trois juges démocrates sont placés sous-enquête. Dans le même temps, les fascistes arrêtés après les attentats de Brescia et de l'Italie sont discrètement remis en liberté.

D'ores et déjà, les révolutionnaires et progressistes italiens rejettent les tractations qui se mènent dans les Etats-majors politiques italiens pour la formation d'un nouveau gouvernement, organisent la riposte de masse à la répression.

Nous soutenons leurs justes initiatives. A bas la répression en Italie ! Liberté pour les militants arrêtés ! (Informations transmises par le Comité National pour la Liberté d'Opinion - Milan - Via Podgora 10).

(\* inculpés pour avoir par le trust Agnelli Fiat, patron du supermarché, ils passent en procès le 29/10. Dans un communiqué, le Mouvement Culturel Révolutionnaire dénonce le P.C.I., le groupe Manifesto et les syndicats pour avoir traité de voyous les militants arrêtés.

## abonnez-vous

Front rouge CCP 31 191 14 La Source

pour la France

pli normal	1 an	60 F
	3 mois	15 F
pli fermé	1 an	120 F

pour l'étranger : écrire au journal qui fournira le tarif.

## DEMANDE DE CONTACT AVEC LE P.C.R. (ml)

Nom .....  
Prénom .....  
Adresse .....  
Profession .....

envoyer à F.R. BP 161 75864 Paris Cedex 18

DIMANCHE 3 NOVEMBRE



à 14 h. précises

# RASSEMBLEMENT COMMUNISTE

dans les 5 salles de la mutualité (grande salle et salles c,d,g,m...)

ORGANISÉ PAR LE

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE (ml)

avec la participation du P.C.M.L.I. (Italie), d'AMADA (Belgique), du K.B.L. (Luxembourg), de la KEN (m-l) (Hollande) et de la G.U.P.S. (Palestine), de la LIGA gegen den Imperialismus (Allemagne), des C.I.P., des C.A.C.F., de l'U.E.I.F. (Iran), de l'A.G.E.G. (Guadeloupe), de l'A.E.E.F. (Ethiopie), de Cinéthique, du Centre d'Information sur l'Italie...

## 13 forums - débats

### LIP 1 AN APRES - LES LUTTES OUVRIERES AUJOURD'HUI

avec des ouvriers de Lip, de Saviem, de Moulinex-Caen, d'Usinor, de Titan-Coder et des travailleurs des PTT... avec des représentants de Conseils d'Usines italiens d'Alfa-Roméo, de Fiat-Turin, des dockers d'Anvers...

### LA JUSTICE ? NON, LEUR JUSTICE

avec la participation de M. et Mme DEWEVRE et les membres du Comité Vérité et Justice de BRUAY-EN-ARTOIS

### CRISE POLITIQUE ET POLITIQUE DE CRISE

avec Marc ANDRE, directeur de Front Rouge

### POUR UN PARTI DE TYPE NOUVEAU

les apports de la pensée Mao Tse-Toung pour l'édification du Parti Communiste, avec des responsables du P.C.R. (m-l), du P.C.M.L.I. et d'autres organisations marxistes-léninistes.

### 30ème ANNIVERSAIRE DE LA LIBERATION

des anciens F.T.P., Résistants, Déportés témoignent, Avec André ROUSTAN, ancien F.T.P., déporté à Buchenwald, avec des anciens F.T.P. du Rhône, du Nord Pas de Calais, du Jura...

### TRAVAILLEURS FRANÇAIS, TRAVAILLEURS IMMIGRÉS, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE

avec des représentants de comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet, des travailleurs immigrés...

### LES PAYSANS FACE AU MARCHÉ COMMUN AGRICOLE

avec les paysans du Jura, de l'Est, du Doubs, avec Albert CHATILLON, spécialiste des questions agricoles.

### LA JEUNESSE FACE AU VIEUX MONDE CAPITALISTE, LA PLACE DES ETUDIANTS DANS NOTRE REVOLUTION.

avec des jeunes des C.E.T. ; des lycéens et étudiants de toute la France.

### APRES LES ASSISES CONTRE LE SOCIALISME, DEVELOPPONS LE SYNDICALISME DE LUTTE DE CLASSE !

### DERNIER CONGRES DU P.C.F. : JUSQU'OU IRA MARCHAIS ?

avec d'anciens membres du P.C.F., Gilbert MURY, ancien directeur du C.E.R.M., des syndicalistes C.G.T. et C.F.D.T. de toute la France.

### CRISE DE L'EXTRÊME GAUCHE OU CRISE DU GAUCHISME ?

Qu'apporte l'expérience des groupes gauchistes ? Avec ceux qui ont milité dans ces groupes.

### CRISE DE L'IMPERIALISME - DECADENCE DE L'IDEOLOGIE BOURGEOISE

avec des membres de la revue Cinéthique, avec Maurice CLAVEL

### LA RESISTANCE PALESTINIENNE VA DE L'AVANT

avec des représentants de la G.U.P.S., Marie-Claude HAMCHARI, Geneviève MOLL, rédactrice en chef de la revue «France-Pays Arabes», René RAINDORF, Jean-Paul GAY, de retour de Beyrouth et Kuneitra.

### CHILI, 1 AN APRES LE PUTSCH YANKEE-FASCISTE - LES LUTTES POPULAIRES EN AMERIQUE LATINE

avec des membres de la Résistance Chilienne et d'autres révolutionnaires d'Amérique Latine.

## interventions

LE POUVOIR DES OUVRIERS ET DES PAYSANS EN CHINE ET EN ALBANIE, ET LES LEÇONS QU'ON PEUT EN TIRER POUR L'EDIFICATION D'UNE SOCIETE SOCIALISTE DANS NOTRE PAYS.

### IMPERIALISME, SOCIAL-IMPERIALISME, HEGEMONISME

la lutte des pays du tiers-monde contre les 2 super-puissances. Le social-impérialisme et l'Europe.

20ème ANNIVERSAIRE DU DECLENCHEMENT DE LA LUTTE ARMEE DU PEUPLE ALGERIEN

## films-musique-chants

avec Gilles SERVAT, le chanteur espagnol CARLOS, la fanfare de PRADES-LE-LEZ, le collectif du TEMPS DES CERISES et François TUSQUES la «LEGA DEL VENTO ROSSO» de Milan, l'orchestre belge d'AMADA, musique et chants d'Amérique Latine.

En exclusivité, le dernier film de TOBIAS ENGEL sur la République de Guinée-Bissau.

«Même Combat», film inédit : la lutte des travailleurs immigrés contre la Circulaire Fontanet.

Films chinois et Albanais.

## expositions photo

sur la Résistance, les luttes ouvrières et paysannes, les luttes des jeunes, des femmes, le pouvoir des ouvriers et des paysans en Chine et en Albanie, la lutte du peuple algérien contre l'impérialisme français, la Palestine, le Chili, la Guinée-Bissau...

## stands du monde entier

à 10h 30 précises

# MANIFESTATION

place de la bastille (métro Bastille)

organisé par le P.C.R. (m-l)  
avec la participation du P.C.M.L.I. (Italie),  
AMADA (Belgique), K.B.L. (Luxembourg), la  
Liga gegen den Imperialismus (Allemagne),  
des C.I.P., C.A.C.F., de l'U.E.I.F.

1700 F, TOUT DE SUITE, C'EST POSSIBLE !

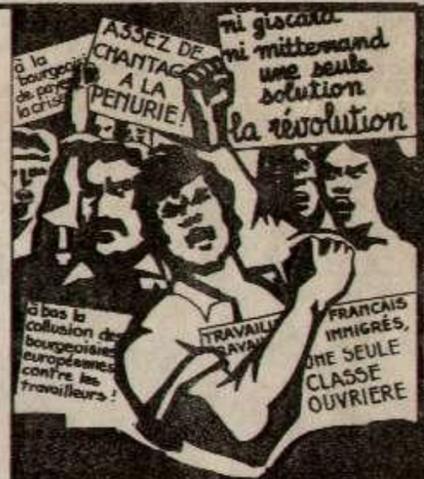
SOUTIEN AUX GREVISTES DES P.T.T.

A LA BOURGEOISIE DE PAYER LA CRISE !

FAULQUEMONT, TITAN-CODER,

ANNONAY :

HALTE AUX LICENCIEMENTS !



télé :

le feuilleton "l'orchestre rouge",

une insulte aux résistants

Indignation, dégoût, répulsion, infamie, tels sont les qualificatifs employés par tous les antifascistes et particulièrement les anciens résistants et déportés, ayant vu le feuilleton présenté chaque semaine depuis un mois et demi, à la télévision: L'ORCHESTRE ROUGE.

L'orchestre rouge, c'est le réseau de renseignement soviétique pendant la dernière guerre, ce réseau, le plus important et le plus efficace de tous, qui coûta 200 000 morts à l'armée nazie d'après l'amiral Canaris, chef de l'Abwehr (service de contre-espionnage allemand). Ce réseau a pu arriver par exemple à connaître en détail le fameux «mur de l'Atlantique» ou encore réussi à placer des hommes jusque dans l'état-major d'Hitler.

Pour cela, il employa des moyens assez complexes, dont certains visaient à mettre les nazis en confiance, de façon à parvenir à ses buts. Le feuilleton est censé retracer l'histoire de ce réseau. Or, comme à aucun moment, il n'est précisé dans le film pourquoi l'orchestre rouge se bat, on lance contre lui, et en particulier contre son chef Leopold Trepper, l'accusation de collaboration avec les allemands. Même pendant le débat qui suivra la projection du dernier épisode, tout sera fait pour entretenir cette accusation: l'accusé, c'est Trepper et non le nazisme allemand!

Car pendant qu'on tente de capter ainsi l'attention du spectateur sur Trepper, on fait passer toute une série de scandaleuses contre-vérités, on

donne une image totalement falsifiée, tant des nazis que de la résistance.

D'après le feuilleton, la lutte qui s'est alors déroulée entre l'orchestre rouge et l'élite du contre-espionnage nazi, serait une lutte entre gens du même monde, menant tous un train de vie luxueux et collectionnant les maîtresses, un duel entre «cerveaux» totalement coupés de leur motivations politiques propres, et presque respectueux les uns des autres.

Car enfin que voilà de bien bons nazis! Tel chef de la Gestapo vocifère contre l'un de ses subalternes car un de ses prisonniers est un peu marqué: il a un bleu sur le côté de la tête... Tel autre gifflé quelque peu une résistante pour la faire passer aux aveux, laquelle se met aussitôt à table...

L'image qu'on donne de la Gestapo, c'est celle d'un service de police aux manières, certes un peu brusques, mais correctes dans l'ensemble.

Quant aux résistants, le feuilleton les présente comme une bande d'individus louches, sans principes, plus ou moins corrompus, se livrant à de sombres trafics, et lâches de surcroît! A la première menace de la Gestapo, ces résistants là mangent le morceau et livrent leurs compagnons.

Non, la Gestapo, ce n'était pas cela! Comme l'a dit Claude Spaak au débat, dont la femme, membre de l'orchestre rouge, mourut entre les mains des nazis, «La Gestapo, ce n'était pas ces gens aux gants blancs qu'on nous a fait voir, la Gestapo lâchait des chiens affamés sur les corps sanglants de ses victimes! La Gestapo décapitait à la hache!»

Non, la résistance, ce n'était pas l'image qu'on en donne à la télé. La résistance, c'était l'effort héroïque de milliers d'hommes et de femmes du peuple pour arracher leur pays des ténèbres nazies. Non, les centaines et les milliers de résistants torturés par les nazis n'étaient pas ces lâches qu'on nous présente: combien au contraire moururent sous les coups des bouchers fascistes sans avoir rien cédé!

Ce film, réalisé en coproduction avec l'Italie et la société allemande BAVARIA, a coûté à l'ORTF 200 millions. Au cours du débat, devant l'afflux d'appels téléphoniques mettant le feuilleton en accusation, le représentant de l'ORTF se trouva fort embarrassé et incapable d'expliquer pourquoi l'ORTF s'était engagée dans cette affaire. De son côté, le représentant de la BAVARIA s'étonna des réactions suscitées par le film en France! Il faut dire que du côté de la BAVARIA, les choses ont le mérite d'être claires: pendant le montage du film, le criminel de guerre SS Parmwitz, ancien responsable du service de sécurité de Heidrich - le bourreau de Moravie - résidant actuellement en Allemagne, a été invité à venir donner son avis, à voir si le film correspondait bien à sa vision de l'époque!

Voilà ce que présente aujourd'hui l'ORTF sous le prétexte de montrer les choses dans leur complexité! Un ancien déporté FTP, nous explique: «ce film, c'est ignoble, des mensonges à tout point de vue, c'est une entreprise pour dédouaner la Gestapo

et une insulte à la Résistance. C'est bien dans la ligne de «Portier de nuit», «Lacombe Lucien», ou «les chinois à Paris». Mais il n'y a pas que les films, par exemple on voit aussi refluer des journaux, des revues telles que «La voix du Maréchal» ou «Signal», revue traduite en plusieurs langues qui exalte la force de l'armée nazie avec forces illustrations... Des livres aussi tels que «Le Maréchal reste vivant» ou «Fraulein SS»... Il y a autre chose qu'il faut savoir à propos des anciens résistants ou déportés: rien n'est fait pour leur donner les avantages auxquels ils devraient avoir droit (pensions, retraites); par exemple, les retraites: si un gars est parti au STO pendant l'occupation et qu'il n'était pas immatriculé à la sécurité sociale avant, ses années de STO comptent comme temps de travail et jouent pour la retraite, au contraire pour un gars du même âge qui lui était résistant ou déporté, ça ne compte pas! Même chose pour les gens qui ont été torturés ou ont pris des maladies à la suite de mauvais traitements, on leur demande de fournir la preuve qu'ils ont bien été torturés! Il aurait peut-être fallu qu'ils demandent un certificat aux SS!!

(\*) (Avec la restauration du capitalisme d'anciens résistants jadis communistes tel Trepper en sont arrivés à des positions réactionnaires et sionnistes. Mais ce n'est pas là l'objet du débat).